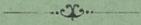


PROMÉTHÉE

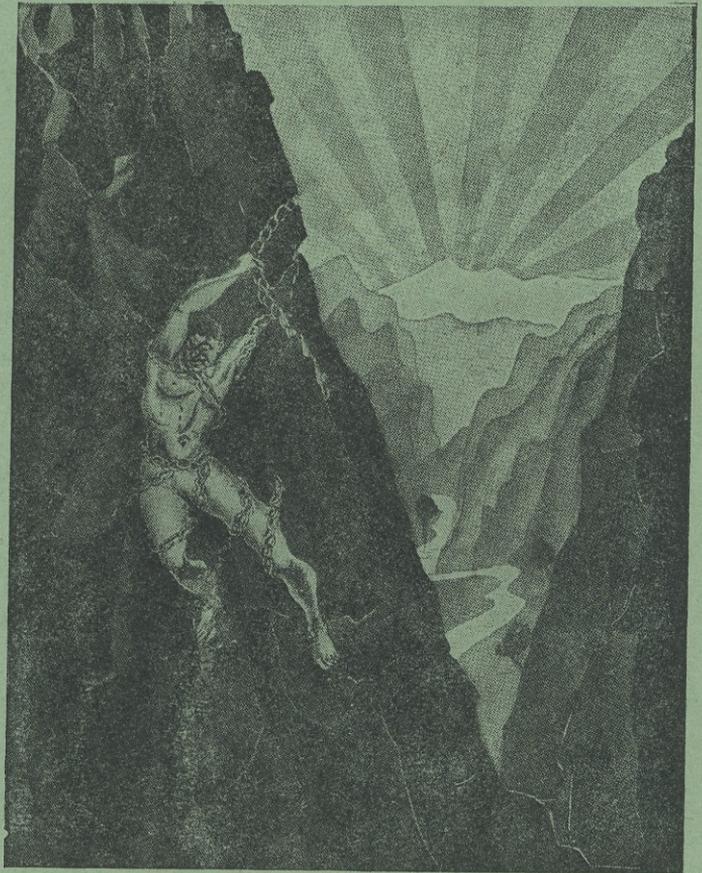
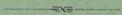
Revue Mensuelle

Le Numéro) FRANCE : 3 fr.
) ÉTRANGER : 5 fr.



ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.
ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples

du

CAUCASE

Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAVA

SOMMAIRE

La crise de la S. D. N. et la liberté des peuples	Georges SCELLE <i>Professeur des Universités de Dijon et de Genève</i>
La création d'un Etat	Stanislas SIEDLECKI <i>Sénateur.</i>
Nicolas Choulguine	***
En Azerbaïdjan.	JAVOUZ
Au Turkestan.	JANAÏ
La violation de la constitution de la République du Daghestan.	AZAMAT
L'anniversaire de la mort de Ramichvili.	G. G.
Manifestation en faveur des peuples opprimés de l'U. R. S. S.	***
Revue de la presse	***
Réunion Prométhée.	***
Union des Associations des Ingénieurs Ukrainiens à l'étranger	S. NETCHAÏ

CHRONIQUE

Azerbaïdjan — Caucase du Nord — Ukraine — Turkestan.

DIRECTION & ADMINISTRATION :
4, Villa Malakof — PARIS (16^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

La crise de la S. D. N. et la liberté des peuples

Au moment de l'entrée de l'Allemagne dans la S.D.N., en 1926, une sorte de crise s'est produite à Genève à la suite de laquelle l'Espagne et le Brésil donnèrent leur démission. Mais c'était une simple crise d'organisation. Elle s'est apaisée par la réforme du Conseil dont les membres ont été portés de neuf à quatorze, et l'Espagne a repris sa démission. Peu à peu tout est rentré dans l'ordre. Aujourd'hui, il s'agit de tout autre chose.

Depuis 1927, époque de la Conférence économique universelle, c'est la vitalité même de la Société des Nations qui paraît atteinte. La Conférence économique avait rédigé une sorte de catéchisme commercial à l'usage des gouvernements. Depuis lors, il semble que chacun d'eux en ait pris exactement le contre-pied, et nous contemplons les résultats qui vont de l'accroissement continu d'un chômage endémique à une espèce de cloisonnement douanier, au sein duquel il ne restera plus aux peuples isolés qu'à agoniser lentement.

Comme l'économie commande le politique, ou, si l'on préfère, comme les deux choses ne font qu'un, les relations diplomatiques suivent la même voie catastrophique que les relations douanières. La méfiance est partout à son comble; le progrès de l'arbitrage est uniquement sur le papier, car personne ne songe à y avoir recours; la sécurité, qui est un état d'âme, s'évanouit chaque jour; et quant au désarmement, dont la Conférence va s'ouvrir dans un mois environ, on se demande par quel miracle il pourrait aboutir.

Cette crise de la S.D.N. vient de se concrétiser dans l'affaire mandchoue et dans l'échec, jusqu'ici sans précédent, du Conseil, qui est resté impuissant à obtenir l'adhésion du Japon à ses recommandations. On s'en est tiré par de faux-semblants qui n'empêcheront nullement le gouvernement de Tokio de poursuivre une action qui déjà paraît avoir atteint à peu près tous ses objectifs. On a été particulièrement frappé pendant ces interminables négociations, du silence à peu près complet qu'a observé le gouvernement de Moscou. Aujourd'hui, de divers côtés, on affirme qu'il y a partie liée entre les Soviets et Tokio, et que nous allons assister à un partage de la Mandchourie que la S.D.N. ne pourra pas empêcher. Nous n'avons aucun goût pour le rôle de prophète et aucune lumière spéciale en ce qui concerne ce dernier point. La seule chose que l'on puisse pronostiquer à peu près à coup sûr, c'est que si Moscou et Tokio viennent au contact en Mandchourie, la bonne entente ne durera guère. Le gouvernement des Soviets jouera alors son va-tout, car il est peu probable qu'il

soit en état de soutenir contre les Japonais une lutte où le tzarisme, beaucoup mieux outillé que lui, a trouvé le commencement de sa fin.

Quoi qu'il en soit de l'avenir, nous avons bien assez à faire de nous en tenir au présent, car il est assez sombre, — et à cette crise de la S.D.N. dont nous voudrions tirer la morale. Elle est à méditer, en effet, pour les peuples qui, comme les Chinois, ont mis leur espoir dans la S.D.N. et pourtant voient leurs droits foulés aux pieds malgré l'existence des institutions de Genève.

La première question qui vient à l'esprit est la suivante : « Est-ce bien d'une *crise de la S.D.N.* qu'il s'agit ? » Oui et non. Il y a crise, et elle affecte la S.D.N. Mais ce n'est pas une crise *spéciale* à la S.D.N. C'est une répercussion de la crise *générale* sur l'efficacité de la S.D.N.

La S.D.N. n'a pas d'existence personnelle. Entendons-nous. Elle possède une existence « phénoménale », comme diraient les philosophes et en ce sens elle est une réalité; une organisation; un procédé de diplomatie et de relations internationales. Mais elle n'a pas encore pris une existence matérielle distincte de celle des gouvernements et des Etats qui la composent. Il n'y a pas de peuple de la S.D.N. distinct des Nations de ses membres; il n'y a pas de conscience collective unissant les différents peuples dont les gouvernements sont représentés à Genève; il n'y a pas dans son Assemblée, dans son Conseil, ni même dans son Secrétariat, de volonté distincte ou du moins suffisamment distincte des volontés des cinquante-cinq chancelleries qui envoient à Genève leurs délégations. La S.D.N. est une collaboration de gouvernements, elle n'est pas, ce qui seul lui donnerait une vie propre, une rébellion de l'humanité contre les gouvernements, une âme commune contre les marchandages diplomatiques et les abus des classes privilégiées, une mystique de la paix.

Dès lors, tout observateur réaliste doit rendre à César ce qui appartient à César. Les échecs de la S.D.N. sont dus aux gouvernements. Ce n'est pas aux institutions de Genève qu'il faut s'en prendre, c'est aux pouvoirs publics qui siègent dans les différentes capitales, et, pour tout dire, aux gouvernements des Etats les plus puissants, à ceux de Paris, de Rome, de Londres, de Berlin, de Washington. C'est aussi à l'opinion publique de chacun de ces grands pays qui s'hypnotise sur des buts essentiellement nationalistes et égoïstes, et croupit, il faut bien le dire, dans une ignorance déconcertante des nécessités les plus urgentes et les plus élémentaires de l'intérêt général.

Ainsi que l'a dit si justement Guglielmo Ferrero dans son dernier volume *La fin des aventures*, les responsables de la crise dans laquelle nous nous débattons, ce sont les gouvernants de quelques grandes nations. Mais ceux qui subissent les conséquences de cette paralysie des esprits et des volontés, ce sont tous les peuples, et spécialement les petits et les faibles. C'est l'éternelle histoire de l'humanité. Il eût suffi à trois ou quatre des hommes d'Etat réunis à Paris en 1919 et en 1920 de s'entendre et de vouloir, pour éviter l'effroyable asservissement du bolchevisme. Il eût suffi que l'Amérique prit en main la cause de l'Arménie d'abord et des Nations du Caucase ensuite, pour que la collusion de Moscou et d'Ankara ne se produisit pas. Il suffirait encore que le Parlement anglais et le Sénat américain comprissent les nécessités de l'heure pour que le monde puisse faire machine en arrière et cesse sa course vertigineuse vers l'abîme économique et politique.

Ce qu'il y a de désolant dans cet aveuglement universel, c'est que les

égoïsmes aveugles des grandes puissances leur sont à elles-mêmes aussi funestes qu'aux petites Nations qu'elles abandonnent à leur sort. La désertion de la cause du Droit entraîne le fléchissement de l'armature juridique du monde entier. L'aveu de *faiblesse* que font les gouvernements *forts* en se refusant à défendre les victimes contre les oppresseurs, constitue la base sur laquelle ces derniers élèvent immédiatement des prétentions de plus en plus audacieuses.

En ce qui concerne l'affaire mandchourienne, le Japon aurait vraiment bien tort de se gêner. Il a choisi son moment.

Le Sénat américain, pour des raisons purement électorales, ne se préoccupe que de la question des dettes. La Maison Blanche n'a pas d'autre souci que celui des futures élections présidentielles. L'Angleterre ne pense qu'à ses chômeurs. L'Allemagne affolée se jette dans les bras d'un aventurier. La France s'hypnotise sur la revanche possible de l'Allemagne. Chacune des nations que nous venons de nommer éclate en récriminations haineuses contre ses voisines, les accuse de tout ce qu'elle souffre, les charge d'avance de tout ce qu'elle redoute. Il semble que certains hommes politiques eux-mêmes, parmi les plus hauts placés, aient perdu la maîtrise de soi et en viennent à partager cette mentalité primaire des foules qu'ils ne prennent pas la peine d'éclairer.

Comment veut-on que, dans ces conditions, les collectivités écrasées et réduites en servitude par les mauvais bergers, ne soient pas conduites à une sorte de sombre désespoir ? Certes, elles auront leur jour, car il est sans exemple qu'une nationalité consciente d'elle-même et de sa solidarité naturelle, n'ait pas eu sa résurrection. Toute l'histoire balkanique, celle de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'Italie même, est là pour le prouver. Ce qu'on appelle la disparition et la mort des Etats n'est en réalité qu'une substitution de gouvernants étrangers aux gouvernants nationaux. La population, le territoire, la conscience nationale, ne changent pas, ne sauraient même être affectés profondément par les avatars de la domination politique. La dénationalisation d'un peuple est une chose impossible. Ce qu'il y a de navrant, c'est que, pour qu'un peuple obtienne ou reconquière sa liberté, il faille, dans le système anarchique où se débat aujourd'hui l'organisation internationale, que ce peuple recoure à la violence, à l'effusion du sang, et sacrifie une partie de ses forces vitales au triomphe de ses revendications légitimes. Il a fallu cinq siècles de luttes atroces pour que l'Irlande redevint l'Irlande, alors qu'un peu plus de compréhension et de bonne volonté auraient pu aboutir immédiatement à un autre traité de Londres et économiser des milliers de crimes, de meurtres et d'efforts désespérés.

Les pacifistes et les juristes avaient espéré que la Société des Nations mettrait fin à cette anarchie; qu'elle serait le début d'une organisation internationale fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; qu'elle remplacerait les luttes de force par les procédés judiciaires. Nous restons convaincu que la Société des Nations fera cela. Mais il nous faut bien constater qu'à l'heure actuelle, les gouvernements des grands Etats n'ont pas encore voulu qu'elle le fit. Espérons qu'eux et leurs peuples ne paieront pas trop vite et trop douloureusement la rançon de leur courte vue et de leur insouciance politicienne.

Georges SCELLE,

Professeur aux Universités de Dijon et de Genève.

LA CRÉATION D'UN ÉTAT

(suite)

II

Nations autochtones et productives

J'ai pris la définition d'*autochtones* pour bien indiquer que les peuples composant ces nations n'ont aucune tendance à changer le pays originaire qu'ils habitent. Pour la plupart de ces peuples, le moment de leur apparition sur les territoires qu'ils habitent se perd dans les ténèbres de l'histoire, tels les Chinois, les Finlandais, les Polonais, etc. Les traits caractéristiques de ces nations sont : une même conception du travail productif, l'absence de soif de conquêtes et même chez quelques-uns, un manque presque total d'ardeur belliqueuse en général. Ces nations se distinguent du fait que leur production dépasse leurs besoins. Grâce à cet excédent obtenu par leur activité, elles possèdent toutes les conditions requises pour amasser des richesses nationales.

Ces nations sont dépourvues de toute tendance belliqueuse et les rares guerres qu'elles ont menées n'offrent jamais un caractère de conquête. Ce sont plutôt des guerres défensives qui ont pour but de préserver et de conserver les richesses amassées par un travail persévérant et pénible.

Ce manque de tendances usurpatrices est bien compréhensible, car chez les peuples belliqueux, le motif le plus important d'une guerre est la conquête sur ses voisins des richesses susceptibles de couvrir le déficit de leur production nationale.

Une nation qui produit n'a presque jamais recours à de pareils motifs et de pareilles tendances ne peuvent se développer.

Loïn de nous, évidemment, d'affirmer d'une façon absolue, qu'une grande capacité productive est l'indice d'un manque total d'ardeur belliqueuse, ou inversement, qu'un déficit de production cause toujours chez les peuples un désir de pillage et de guerre. L'histoire nous montre des peuples qui périssaient en raison du déficit continu de leur production nationale, mais qui, par amour de la paix, ne commençaient ni guerre ni conquête. D'autre part, on voit des nations qui possèdent d'énormes capacités productives et qui sont en même temps douées de tendances guerrières et usurpatrices.

Je voudrais souligner, en concluant, qu'un peuple autochtone qui produit ne possède aucun motif pour commencer une guerre de conquête. D'autre part, un peuple, jadis belliqueux, peut par voie naturelle perdre toutes ses tendances guerrières si, pendant quelques siècles, il ne fut poussé par la faim, à prendre les armes.

Nations usurpatrices et spéculatives

Contrairement aux nations autochtones et qui produisent, les nations usurpatrices et spéculatives produisent moins qu'elles n'ont besoin pour leur vie, c'est-à-dire qu'elles travaillent avec un déficit productif constant.

Un autre trait caractéristique de ces peuples, c'est leur tendance continue vers la guerre, ce qui les amène à des guerres de conquête.



Ces deux éléments caractéristiques se complètent mutuellement : à l'aide d'une conquête, c'est-à-dire du pillage des richesses amassées par le pays limitrophe, la nation usurpatrice couvre son déficit causé par une production trop faible.

Ces nations possèdent encore un autre signe distinctif : c'est le sens de la spéculation.

Cette spéculation se manifeste dans le fait suivant :

Une nation usurpatrice sait non seulement s'emparer des richesses du pays autochtone et productif qu'elle a conquis et augmenter ainsi ses fonds, mais aussi elle a le don d'organiser le pays occupé de telle sorte que les habitants peuvent continuer leur production.

L'usurpateur spéculé alors savamment sur ce travail, transférant à son profit le surplus de la production et augmentant ainsi ses propres fonds.

En principe, l'existence d'une pareille nation sous la forme d'un Etat est conditionnée par des conquêtes régulièrement répétées. Ces nouvelles conquêtes sont « modérées » uniquement par le fait, que le déficit de la production du conquérant est partiellement couvert par le surplus de la production des pays envahis ultérieurement et forcés de travailler au profit de l'usurpateur.

Une ressemblance entre un Etat de ce genre et une société de commerce qui travaille avec déficit saute aux yeux. Une société de commerce qui constate, après avoir fait son bilan, qu'elle est en déficit et qu'elle travaille avec perte, peut avoir le choix de deux alternatives seulement : fermer la boutique ou augmenter ses fonds par l'émission de nouvelles actions.

Après la guerre, pendant la période de l'inflation monétaire, il existait une quantité de semblables sociétés par actions en Europe. Elles dressaient des bilans fictifs, indiquant des bénéfices (chose facile du fait même de la baisse constante de la valeur de l'argent) et lançaient de nouvelles actions, donnant comme motif l'agrandissement de l'entreprise qui possède un soi-disant « si bel avenir ». De pareilles augmentations du capital pouvaient au cours de l'inflation être facilement répétées chaque année.

Or, en ce temps même, on trouvait des sociétés qui recevaient non seulement des versements en argent comptant, mais aussi des mises de fonds sous forme d'immeubles, absorbant ainsi les autres associations. La valeur de l'argent étant fixée, ces sociétés n'ont pas fait faillite et cela grâce aux capitaux amassés par les associations qui avaient été absorbées et grâce aussi à leur travail productif. La « compagnie-patronne », tenant la direction dans sa main, a continué son existence prospère, exploitant les associations subordonnées.

L'analogie entre un Etat purement usurpateur et spéculatif tel que la Russie et une société de commerce ainsi qu'il a été dit précédemment, peut être démontrée par les données suivantes :

Superficie du territoire de l'Etat moscovite (plus tard : Empire Russe) au cours de son histoire. (Les chiffres sont arrondis.)

1425	400.000 kilomètres carrés
1613	8.500.000 — — (1)

(1) La superficie de la Russie ethnographique ne dépasse pas ces 8 millions 500.000 kilomètres carrés.

PROMÉTHÉE

1645	.....	12.000.000	kilomètres carrés
1676	.....	14.000.000	— —
1725	.....	15.000.000	— —
1796	.....	19.000.000	— —
1825	.....	20.000.000	— —
1888	.....*	22.000.000	— —
1914	.....	23.000.000	— —

Tout commentaire nous semble superflu.

*
**

Les nations usurpatrices et spéculatives, étant de nature guerrière, ont tendance à organiser les Etats de manière à ressembler à une organisation militaire. Les principes qui consistent à donner aux autorités la possibilité de prendre des décisions rapides, de les maintenir, s'il est nécessaire, en secret, de forcer les masses à se soumettre à une dure discipline, y ont trouvé une large application. C'est ce qui explique pourquoi la monarchie absolue répond le mieux à la nature des nations usurpatrices et spéculatives.

Par contre, les nations autochtones et productives en général n'ont pas tendance à s'astreindre à une obéissance aveugle. Un ordre non motivé ne pourra normalement jamais entrer en vigueur chez eux. Il en résulte que le despotisme peut leur être imposé par un tyran, mais jamais il ne pourra être interprété comme un produit de la psychologie nationale. Ces nations n'ayant pas d'accès d'initiative belliqueuse, les conditions pour la naissance et le développement des individus indépendants qui veulent et qui savent commander sont difficiles à trouver. Les nations appartenant à ce groupe ont tendance à former des Etats démocratiques.

(A suivre.)

Stanislas SIEDLECKI,

Sénateur,

Président de l'Institut Oriental de Varsovie.

En Azerbaïdjan

Les informations que nous recevons du Caucase montrent que la situation en Azerbaïdjan est loin d'être tranquille. La presse européenne est mal informée sur ce qui se passe au Caucase, en Azerbaïdjan en particulier, et si l'on n'y trouve trace d'aucune révolte, cela ne veut point dire qu'il n'en existe point. Les révoltes en Azerbaïdjan, depuis 1929, ont pris un caractère chronique, mais la presse soviétique se garde bien d'en parler en raison de la situation défavorable que les Soviets occupent sur l'échiquier mondial. Notre correspondant de Bakou nous informe, que dans les districts de Noukha et de Zakatal, des combats ont eu lieu entre les insurgés et l'armée rouge à la fin du mois d'octobre. Ces soulèvements d'ordinaire prenaient fin au début de l'hiver et jusqu'au commencement du printemps. Si des combats sanglants se livrent entre insurgés et soldats rouges, c'est que la situation des paysans est bien désespérée. *Il est un fait, digne de remarque, c'est que plus d'une fois, les soldats rouges des divisions cauca-*

siennes ont refusé de tirer sur les paysans azerbaïdjanais. De ce fait, des détachements entiers de soldats rouges ont été dissous et les cadres formés de Géorgiens, de Turcs, d'Arméniens ont été déportés en Russie centrale.

La terreur inspirée par Moscou et dirigée contre les paysans d'Azerbaïdjan a révolté les communistes azerbaïdjanais eux-mêmes. De ce fait de nombreux communistes responsables ont été relevés de leurs fonctions, d'autres à tendances nationalistes ont été déportés en Sibérie.

Il convient de remarquer qu'une grande différence existe entre le soulèvement de 1929 et celui qui se produit en ce moment là-bas. Les premiers eurent lieu dans un but de défense de la propriété privée contre la politique de collectivisation du gouvernement; actuellement, il en est tout autrement. Aujourd'hui cette insurrection s'effectue à l'intérieur des organisations pour la collectivisation.

La mise en lumière de cette question, du point de vue de la lutte des Azerbaïdjanais pour leur indépendance présente un certain intérêt pour nous. Dans notre dernier numéro, nous avons souligné le fait que l'état d'esprit dans les organisations pour la collectivisation n'était pas du tout en faveur des Soviétiques. Les informations reçues à Bakou, de Moscou, indiquent que 90 % des paysans travaillant dans les kolkhoz de l'Etat en Azerbaïdjan ont des tendances nationalistes manifestement hostiles aux communistes. Dernièrement le centre régional de Transcaucasie a lancé un « ordre fameux » touchant au stockage du coton. En vertu de cet ordre, les paysans de certains rayons d'Azerbaïdjan, tels que ceux du Mougan et du Chirvan devaient semer du coton au lieu de blé, de telle manière que la récolte puisse donner 175.400 tonnes de coton. Les paysans étaient tenus de fournir cette quantité de coton au gouvernement soviétique sans la moindre rétribution. Voyons ce que dit à ce sujet le journal *Kommunist* : « Il est hors de doute que le stockage du coton s'effectuera cette année dans une atmosphère de lutte de classe particulièrement agitée. C'est pourquoi d'ores et déjà il faut porter un coup sensible au koulak et au seredniak (paysan aisé et paysan moyen) au point qu'ils ne puissent plus se relever... » Peu après, ce même journal écrit : « Au cours de la campagne du coton nous prévoyons des actes de sabotage et de la résistance de la part des koulaks et de leurs agents, non seulement parmi les paysans aux tendances nationalistes, mais encore parmi les communistes. Comme l'an dernier ils nous obligeront à mettre en œuvre tous nos moyens pour réaliser le stockage. Dans cette croisade contre les koulaks, il faut avoir en vue les communistes de droite et ceux de gauche... »

De cette façon, le champ de lutte des communistes s'élargit. Il faut en premier lieu lutter contre les paysans et contre les koulaks qui à leur tour luttent pour la possession de la propriété et contre l'ennemi extérieur des kolkhoz afin de leur porter « un coup mortel ». En second lieu, il faut porter la lutte au sein même des kolkhoz, la plupart hostiles au pouvoir soviétique. En outre, il existe des communistes qui sont hostiles à la politique centralisée des kolkhoz et qui luttent aussi contre le pouvoir soviétique. Si le gouvernement soviétique a résolu d'appliquer son plan, il faut bien admettre que l'élément actif des paysans soviétiques ne peut rester passif. C'est ce qu'explique le soulèvement actuel. Le mouvement qui s'opère dans les kolkhoz est éloquent par lui-même. Si même aucune offensive à l'extérieur des kolkhoz ne se manifeste, les paysans entrés de force dans ces kolkhoz ne s'abstiendront pas moins d'exécuter les ordres des communistes. *En d'autres termes, ils sèmeront moins et saboteront dans la mesure du possible la campagne de stockage du coton.* Notre opinion du reste, se

trouve éloquemment confirmée par le journal *Kommounist* qui écrit : « Les 70 % du plan de stockage du coton dépendent, nous l'affirmons, des bonnes dispositions que nourrissent envers le régime les paysans azerbaïdjanais. Et nous posons au gouvernement la question suivante : Dans quelles conditions se trouvent les kolkhoz au point de vue de l'organisation et de l'économie intérieures. Quelles sont les perspectives que laisse entrevoir la récolte ? Nous mettons en garde le pouvoir contre un optimisme par trop excessif... »

Ledit journal cite comme exemple 47 districts d'Azerbaïdjan et dit : « Dans les districts existent des kolkhoz. Quelle est leur situation ? Sous ce rapport les autorités centrales de Bakou ne possèdent aucune sorte de statistique. Cette absence de statistiques montre que nous sommes en présence de mauvais symptômes, que les cellules communistes, les coopératives et les jeunesses communistes de ces districts n'ont rien fait en faveur du système des kolkhoz, qu'au contraire, les fonctionnaires eux-mêmes sont tombés sous l'influence des paysans; ils se sont mis à la remorque des koulaks afin de mieux détruire le plan de collectivisation. Nos camarades communistes qui se trouvent en province, en Azerbaïdjan, doivent comprendre que la question de la collectivisation est une question de vie ou de mort pour le communisme, que de sa solution favorable dépend l'existence du régime soviétique, qu'aller avec les koulaks ou même rester indifférents dans la lutte contre ces derniers, équivaut à être ennemis du régime soviétique. Ces suggestions ne doivent pas échapper aux camarades de province... » Tel est le cri d'alarme que jette le journal *Kommounist*.

En effet, le champ de lutte du pouvoir soviétique s'élargit. Dans le même temps la sphère « des amis » se restreint de plus en plus. Il est un fait certain, c'est que les kolkhoz n'exécutent point et ne peuvent exécuter les plans du gouvernement. Pour employer un terme du *Kommounist*, les camarades de province « ne comprennent point », et « ne veulent point comprendre » la gravité de la situation. Pour nous la question est claire. Que les organisations des kolkhoz, les coopératives et les cellules communistes exécutent ou non les ordres de Moscou, peu nous importe, seul le résultat est clair : c'est que la république d'Azerbaïdjan est un champ d'expérience bien ingrat pour le Kremlin.

Peu nous importe encore que les communistes azerbaïdjanais veuillent ou ne veuillent point exécuter les plans du gouvernement, ce qui est grave, c'est que l'opinion publique azerbaïdjanienne, le milieu azerbaïdjanien, les paysans azerbaïdjanais, en un mot le peuple d'Azerbaïdjan ne comprennent point, ne peuvent comprendre le système amoral et destructif du communisme.

Est-ce que les flots de sang versés de 1929 à 1931 n'en sont pas un exemple frappant ? Staline doit comprendre qu'il ne peut tuer, anéantir, priver de sa personnalité propre un peuple actif, jaloux de son indépendance comme l'est le peuple azerbaïdjanien. Staline à n'en pas douter finira par comprendre cette vérité.

I AVOUZ.



NICOLAS CHOULGUINE

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris la mort de notre cher collaborateur et ami, Nicolas CHOULGUINE, décédé à Paris le 28 décembre dernier à l'âge de 35 ans.

Jeune homme aux yeux profonds et au sourire mélancolique, tel il nous apparut, il y a déjà cinq ans, à la rédaction du *Prométhée*. Depuis lors, il ne cessa de collaborer à notre revue en qualité de représentant de l'Ukraine opprimée. Régulièrement il nous apportait des nouvelles palpitantes concernant la situation actuelle de ce noble pays et sa lutte acharnée contre les envahisseurs moscovites. Il vivait de ces nouvelles, il avait les yeux fixés sur l'horizon de sa chère patrie, attendant non sans impatience l'aube de sa délivrance, et ce feu sacré dont il était animé, se faisait aussi sentir en nous grâce à l'exhubérance de sa foi patriotique dans l'avenir de son peuple. Toujours calme, très délicat, travailleur infatigable et sans prétention, familier sans vulgarité, il créait parmi nous une atmosphère de confiance mutuelle et de cordialité, chose si nécessaire dans la lutte où nous tous nous sommes engagés. Perte bien sensible qui a suscité de sincères et unanimes regrets.

Que sa famille en deuil et ses nombreux amis veuillent bien trouver ici l'expression de notre douloureuse sympathie.

PROMÉTHÉE.

Au Turkestan

I. — LE MOUVEMENT INSURRECTIONNEL

Le journal *Yach Turkestan* de septembre publiait une information fournie par une personne bien renseignée arrivée récemment du Turkestan à Meched (Perse), annonçant que le mouvement insurrectionnel dans le pays n'a pas cessé. Ce mouvement, était-il dit, s'étendait dans quelques rayons de la partie turkmène du Turkestan. Au cours du 3^e plenum du Comité central du parti communiste d'Uzbekistan, siégeant à Tachkent, le secrétaire du Bureau d'Asie centrale, M. Ekmal Ikramov fit part, sans insister, de l'« aggravation de la lutte de classes en connexion avec l'ouverture de la campagne du coton » (*Pravda Vostoka*, 25 septembre). Dans le même temps, des informations concernant le mouvement des « basmatchis » continuaient à arriver à la rédaction des feuilles des émigrés du Turkestan, au *Yeni Turkestan* notamment, aujourd'hui hélas suspendu par ordre du gouvernement turc, et au *Yach Turkestan*. Mais les journaux soviétiques locaux du Turkestan gardaient le silence; seuls de courts communiqués laissaient voir certaines questions, suivies de brèves réponses, posées par l'un quelconque des travailleurs responsables du parti.

Voici donc, devant nous, toute une série de numéros de journaux du Turkestan du mois d'octobre. Dans ce nombre, des journaux turkmènes de Krasnovodsk et d'Achkhabad; or, ces journaux confirment les informations

déjà parues sur les « basmatchis », dans le *Yeni Turkestan* et le *Yach Turkestan*.

D'après ces journaux, *Krasnovodskaïa Iskra* et *Tourkmenskaïa Iskra*, le théâtre des opérations des basmatchis aurait été le désert du Kara-Koum. Du côté des rouges, tous les contingents armés, y compris les escadrilles, prenaient part à l'action. Les gaz asphyxiants avaient même été utilisés. Les journaux donnent force détails sur ces combats, sur « l'héroïsme déployé par les rouges » et ils concluent en signalant les fêtes qui eurent lieu à l'occasion de la pacification du Kara-Koum.

Nous n'insisterons pas sur les détails des combats qui eurent lieu entre rouges et insurgés, nous n'attirerons l'attention du lecteur que sur les rayons où se déroulèrent les événements et sur les pertes subies de part et d'autre.

D'après *Krasnovodskaïa Iskra*, les combats les plus violents eurent lieu aux abords des puits Tcharychli, Dahli, Touar et Tchaguil; là se trouvaient concentrés les groupes d'insurgés qui depuis longtemps étaient en lutte ouverte contre les bolcheviks. Le 1^{er} octobre, ces puits étaient tombés au pouvoir des détachements bolcheviks. Ce fut le commencement de l'affaiblissement progressif des insurgés et les combats qui eurent lieu par la suite n'eurent plus le même degré d'intensité sur lequel on pouvait s'attendre d'après le nombre des insurgés.

Le Kara-Koum (Sable-Noir) ainsi que l'indique cette appellation, est un pays de sable où la vie n'est possible qu'autour des puits; en dehors de ces puits toute vie est impossible. Lors de l'insurrection de 1916, l'expédition punitive du général Madrilov, opérait contre les Turkmènes nomades soupçonnés de prêter leur appui aux insurgés, en comblant les puits dans le désert. De ce fait, hommes et bêtes périrent en quantité. Les bolcheviks agirent de la même manière, ne laissant que les puits indispensables à leurs besoins. Les autres furent comblés et de ce fait, ils livrèrent aux affres de la soif non seulement les insurgés, mais aussi la population pacifique de la contrée. Et quant aux survivants, ils furent anéantis par les bombardements aériens et par le jeu des mitrailleuses.

Le journal *Tourkmenskaïa Iskra* du 16 octobre informe que les chefs les plus en vue d'entre les insurgés ont été soit exterminés, soit faits prisonniers. Mais l'armée rouge, de son côté, ne fut pas sans être éprouvée. Le journal énumère le nom des commandants et des travailleurs politiques accrédités auprès des détachements d'attaque qui périrent au cours des opérations. Ce sont les nommés Lomanov, Ianko, Khodjaev, Sokolov, Neoudatchine, Bourovine, Chevchenko et Tchari Moudarov.

Les bolcheviks estiment que le Kara-Koum est pacifié. Est-ce pour longtemps ?

II. — LA LUTTE AU SEIN DES KOLKHOZ.

Les bolchevicks considèrent la lutte autour des kolkhoz comme terminée. Staline et *tutti quanti* ne parlent que de « stabiliser » la politique des kolkhoz et que de l'accepter dans son entier (volontairement sans doute). C'est aux paysans évidemment à l'accepter, exception faite de quelques « koulaks » isolés et de quelques « éléments misérables » de la classe exterminée ». Et cependant, si l'on suit la presse soviétique du Turkestan,

L'on ne peut pas ne pas remarquer qu'une lutte se poursuit, non pas autour des kolkhoz, mais au sein même des kolkhoz. Après avoir été les « points d'appui » du pouvoir soviétique, les kolkhoz se transforment peu à peu en « bases de lutte » contre ce même pouvoir soviétique...

La « lutte de classe » s'est transposée; elle a pénétré à l'intérieur des kolkhoz et de là, elle sape « les bases paysannes de la dictature du prolétariat » à la campagne, c'est-à-dire dans tout le pays, exception faite des centres urbains, relativement peu nombreux. Cette lutte à l'intérieur des kolkhoz est particulièrement aiguë au Turkestan. Est-il besoin de rappeler que la fameuse lettre de Staline « La folie des succès », qui mit fin à la bacchanale des kolkhoz, fut principalement motivée par l'excès de zèle insensé des agents de Staline au Turkestan. L'on sait qu'on livrait aux kolkhoz ou, pour employer le mot des staliniens du Turkestan, qu'on socialisait non seulement les ustensiles de ménage et instruments agricoles, mais aussi... les femmes. Le principal organe du parti du Kazakstan soviétique, l'*Enbekchi Kazak*, publiait dans ses colonnes les explications fournies par les propagandistes des kolkhoz envoyés au Kazakstan et selon lesquelles « *les femmes individuelles n'existaient plus, que toutes les femmes allaient être mises à la disposition des kolkhoz sous un numéro spécial. Les hommes, de leur côté, auraient à tirer un numéro et d'après ce dernier ils pourraient se rencontrer avec les femmes.* » Le journal soviétique décrivait non sans humour le « chagrin des vieillards ». Dans quelles mains tomberas-tu, ma vieille compagne, disait plaintivement, les larmes aux yeux, un vieux de soixante ans...

Dans ces kolkhoz ainsi constitués, une lutte intérieure était inévitable; et nous voici aujourd'hui en présence d'une « lutte de classe » au sein des kolkhoz. Les journaux du Turkestan abondent en incidents, crimes et attentats commis dans les kolkhoz : lutte suscitée par la répartition de la récolte, lutte pour l'ordonnance des travaux, lutte pour la répartition des produits destinés aux gens des kolkhoz, etc. Les kolkhozniks volontaires et ceux qui ont été introduits de force dans les kolkhoz constituent deux camps profondément ennemis. La lutte qu'ils se livrent entre eux est une lutte à mort. Sans les kolkhozniks introduits « de force », les « kolkhozniks volontaires » craignent de rester seuls dans les kolkhoz car, alors la vengeance s'exercera ouvertement et ce serait une mort certaine.

Ne pas entrer dans les kolkhoz est chose impossible aussi, car alors les réfractaires seront privés non seulement de produits manufacturés, mais aussi du droit à l'irrigation. Et c'est là le plus sûr chemin vers la mort par la famine.

Nous disons donc qu'à l'intérieur des kolkhoz l'on constate la présence de deux camps hostiles l'un à l'autre : les *volontaires*, c'est-à-dire ceux qui ne possèdent point de bien individuel et qui peuvent subsister avec leur famille au compte de la communauté; les *kolkhozniks introduits de force* dans les kolkhoz après avoir été dépouillés de leur bien et qui, au lieu de travailler pour eux pour leur famille, sont tenus de travailler pour les autres, pour ceux qui ne possèdent rien.

L'on trouvera ici quelques faits attestant la lutte qui se livre au sein des kolkhoz. Ils montreront la situation de cette « base de la dictature du prolétariat ».

A Kermineh, en Uzbekistan, un groupe de kolkhozniks fit une dénonciation contre l'autre groupe qu'il accusait de cacher des armes et de préparer un soulèvement contre les Soviets. Les autorités locales et la



cellule communiste firent une enquête. Le secrétaire du Comité du parti, fils d'un paysan pauvre et communiste militant, trouva l'accusation fondée. Il se mit donc à interroger les accusés, les soumettant à d'abominables supplices, car le parti exige des aveux par tous les moyens possibles. On ne se contenta pas de frapper et de martyriser les accusés, mais *on leur versait dans le corps, au moyen de pompes, un seau d'eau...* (*Pravda Vostoka* du 25 septembre 1931).

Le bruit de cette affaire arriva jusqu'à Tachkent. Il fut décidé d'envoyer à Kerminéh une Commission d'enquête et peu après un tribunal ambulante. L'enquête terminée, la « vérité apparut » et l'on apprit qu'une lutte de classe se livrait dans les kolkhoz. En conséquence, trois des accusés furent condamnés à être fusillés, deux à dix ans de réclusion, un à six ans, deux à cinq ans, un à quatre ans, un à un an et demi et deux à six mois de prison (*Pravda Vostoka*, 15 octobre).

Voici encore d'autres faits; cela se passe dans la partie kazake du Turkestan. Il faut se rappeler tout d'abord que *le meurtre est chose rare parmi les Kazaks-Kirghiz. Le droit usuel ignore la peine de mort.* Or, sous le régime de la dictature du prolétariat, les assassinats sont devenus « courants ». Aux sociologues de dire si cela est l'indice d'une élévation du niveau culturel ou si c'est là simplement l'indice d'un retour à la barbarie. Quoi qu'il en soit, dans le rayon de Karmaktchi, entre les villes de Kzyl-Orda et de Kazalinsk, le gérant d'un kolkhoz portant nom de Lénine, le communiste-arriviste Berjikeï, a été trouvé assassiné. Un tribunal fut organisé. L'on en vint à trouver que Birjikeï avait été tué par « l'ennemi de classe » du pouvoir soviétique. L'un des accusés, nommé Sahib Sarybaï Ogly, aurait déclaré qu'il était l'un de ceux qui avaient tué Berjikeï. « L'hiver dernier, aurait-il dit, Berjikeï confisqua le bien de mon père et nous ruina. C'est pourquoi je l'ai tué... » Il est difficile de dire jusqu'à quel point l'information du journal bolchevik est exacte, mais si véritablement, l'accusé a fait un tel aveu, c'est que la population est vraiment à bout de patience. Du fait de l'assassinat de Berjikeï, les condamnations suivantes ont été prononcées : six hommes ont été condamnés à être fusillés, dix hommes à huit ans de réclusion, deux à huit ans d'exil, deux à trois ans de prison, trois à deux ans de la même peine...

Dans ce même rayon de Karmaktchi, les jeunes communistes Alimkhan Oroumbet Ogly et Assankhan Iskhak Ogly ont été assassinés. Les meurtriers, Ibraï Mahommed Ogly et Kenfeil Omar Ogly, ont été condamnés, le premier à être fusillé, le deuxième à six ans de réclusion (*Enbekchi Kazak* du 9 octobre 1931).

Ce même journal, dans le numéro du 6 octobre, annonce l'assassinat par un « ennemi de classe » d'un travailleur responsable en politique de kolkhoz nommé Mousreb Ogly. Des assassinats et des exécutions en masse pour une victime, tel est le tableau de la « politique des kolkhoz » du pouvoir soviétique. Et si l'on prend en considération que ce tableau a été fixé par la presse soviétique elle-même, à la veille des fêtes du 14^e anniversaire de la Révolution d'octobre, l'on aura une « apothéose » authentique des succès bolcheviks dans le domaine de l'élévation du niveau moral de la population.

JANAÏ.



La violation de la constitution de la République du Daghestan

(Suite)

(Voir le dernier Numéro de *Prométhée*)

La masse des Montagnards n'a pris aucune part à la décision concernant l'annexion de leur pays au Territoire Nord-Caucasion. Cela n'empêche que les communistes entendent la voix du peuple. Ils n'ignorent point le prix de leurs « résolutions », et l'attitude à la fois hostile et méprisante des Montagnards à leur égard. Voici du reste ce qu'écrivent les bolcheviks d'après le discours du président de ce soi-disant Congrès et des déclarations et décisions publiées dans le *Molot* des 8 et 15 septembre dernier, destinés à fournir d'explication et de justification : « Les chauvins de grande puissance essaient d'expliquer dans leurs intérêts de classe, contraires à ceux du prolétariat, la décision historique des travailleurs du Daghestan. C'est sous cet angle que les chauvins de grande puissance essaient de faire apparaître la version touchant à la liquidation de la République. L'organisation du parti du Daghestan résolue d'appliquer comme elle l'a déjà fait jusqu'à présent, la politique nationale léniniste fera crouler les déviations de grande puissance et nationalistes qui se sont manifestées dans ses rangs et réduira à néant l'agitation contre-révolutionnaire des koulaks et des mollahs. En l'occurrence, la lutte de classe se confond avec un chauvinisme de grande puissance ouvert ou caché, lequel apparaît comme le plus grand des dangers dans la question des nationalités. »

Les orateurs qui se firent entendre au Congrès ainsi que la presse reconnaissent que parmi les Montagnards, soient-ils du parti, existe du mécontentement. L'on se trouve donc en présence du danger de renforcer les sentiments nationaux des Montagnards, sentiments dirigés vers une existence indépendante d'Etat. Nous sommes encore en présence d'un mouvement koulak et religieux. Il y a de l'agitation, il y a de la résistance aux autorités et aux communistes.

Si nous insistons sur le fait que pas plus dans la presse que durant le Congrès aucune objection ne fut élevée contre la décision du 6 septembre, les mots et les lignes de la presse soviétique qui soulignent non seulement l'existence des sentiments nationaux, mais la tendance vers l'indépendance acquiert une importance exceptionnelle.

La politique nationale bolcheviste en théorie est bien différente de cette même politique dans la pratique. Envers les Montagnards elle s'applique le plus souvent sous une forme économique destructive et dans la création de conditions de cruautés excessives, de conditions policières administratives. La politique nationale bolcheviste se manifeste encore sous forme de russification de la population qui n'est qu'une étape de sa dénationalisation. Elle se manifeste, disons-nous, sous forme de mainmise sur les richesses naturelles du territoire des Montagnards, sur leur exploitation pour les besoins du pouvoir moscovite, pour faciliter la tâche de la III^e Internationale dans ses desseins de révolution mondiale.

La mainmise sur les richesses naturelles des Montagnards ne fait déjà plus de doute. Les lignes qui vont suivre et qui ont été empruntées au journal soviétique *Molot* contiennent l'aveu des dirigeants communistes en



ce qui concerne les importants succès obtenus dans le domaine touchant à la ruine de l'économie des Montagnards en général et de chacun d'eux en particulier :

« Au cours de ces dix années d'existence, la République des Montagnards a été bien avant sur la voie du développement socialiste. Sous le pouvoir soviétique, le Daghestan, pays de propriétaires et de capitalistes, a vu croître et se développer son industrie; il a vu son secteur d'économie rurale communal s'élargir, son niveau de construction culturelle s'élever. *D'un jour à l'autre s'enfle le nombre des exploitations pauvres et moyennes* dans les rayons montagnaux touchés par la coopération et par la production. » Il est vrai que quelques usines ont été construites, mais elles desservent exclusivement Moscou, le dumping et l'anarchie mondiale. Par contre, la population est ruinée et elle se trouve en ce moment dans la catégorie des indigents. Ainsi, les communistes ont ruiné, réduit le Daghestan à l'indigence, mais de leur propre aveu non seulement ils n'ont pas affaibli la conscience nationale, mais ils ont renforcé la volonté des Montagnards de vivre d'une indépendance d'Etat libre. Il en est de même dans le domaine religieux où le pouvoir communiste a subi une défaite.

La situation qui vient d'être créée par la décision du 6 septembre ne saurait avoir trop d'influence sur la vie nationale des Montagnards, laquelle s'écoule et se développe en dehors des décrets et de la presse communiste. En dépit de dix années d'oppression, les Montagnards résistent à la dénationalisation; ils conservent jalousement leur religion et leur morale élevée si bien que l'acte du 6 septembre, nettement dirigé contre leurs positions, n'est que pure illusion.

La tentative de créer un vernis communiste parmi les Montagnards a échoué. Les Montagnards, membres du parti communiste, sont plutôt, dans l'ensemble, une menace qu'un appui pour Moscou. Le pourcentage excessivement élevé des membres exclus du parti communiste après l'épuration, en raison de leurs tendances déviantes nationales, a produit à Moscou plus que de l'inquiétude, mais une véritable frayeur. C'est en vain que les communistes russes ayant constaté l'impossibilité de renforcer le milieu communiste montagnard, a décidé de procéder à un redressement en introduisant le Daghestan dans le cadre du territoire Nord-Caucasien. Ainsi, le Daghestan a été rapproché de la base russe ! qu'importe, au lieu du rapprochement intensif attendu dans le domaine communiste, l'on pourra constater un effet contraire : le peuple se repliera sur lui-même jusqu'à ce que le désespoir ne le pousse à s'élancer à l'assaut du pouvoir soviétique. Et l'on verra dès lors, aux côtés des Montagnards du Caucase, non pas seulement les peuples mécontents de l'U.R.S.S., mais le peuple russe lui-même.

*
* *

Les divisions administratives, faites sans que la vie économique et nationale de la région ou territoire ait été prise en considération, ne peuvent évidemment lier sérieusement la population toute disparate ni en consolider les éléments, pas plus qu'elles ne peuvent en renforcer la situation économique. Tel est le cas de l'unité administrative-économique qui, sous le nom de Territoire Nord-Caucasien, figure dans la nomenclature de Moscou.

En réalité, les communistes ont uni deux rayons très différents, tant au point de vue national qu'économique. Pour ce qui est des usages et des

coutumes, des formes culturelles et des conceptions, les habitants de ces deux rayons diffèrent complètement.

Ce qui, dans ses rapports avec la composition nationale et les particularités économiques, s'est conservé historiquement parlant jusqu'à ce jour, et qui chez les gens du Nord porte le nom de Territoire Nord-Caucasien, a pour limites la Kouma et le Kouban au Nord, et la chaîne du Caucase au Sud. Ce pays, depuis les temps les plus reculés, est peuplé de Montagnards du Caucase et cette priorité parmi les éléments actuels lui est restée. Sur cette surface de 165.000 kilomètres carrés, habite une population de 4.115.000 âmes dont 2.830.000 Montagnards et 1.285.000 individus appartenant à différentes nationalités tels les Russes, les Ukrainiens, les Cosaques, les Allemands, les Arméniens. Ainsi, les Montagnards à eux seuls constituent les 68,7 % de l'ensemble, les Arméniens sont parmi les minorités, assez nombreux. On en compte 250.000 sur le territoire des Montagnards. Dans ces chiffres n'est pas compris le million de Montagnards émigrés. La réalité contemporaine et tout le passé de ce territoire ne peuvent que confirmer cette seule et unique appellation de Caucase du Nord.

Le pouvoir soviétique a décidé d'élargir ses frontières en y adjoignant le Territoire Nord-Caucasien qui, en toute justice, s'appelle région du Don. Cette fusion en un seul territoire a été faite pour des raisons de tactique; la population de cette région peuplée de Cosaques, de Russes et d'Ukrainiens est de cinq millions d'âmes. Avant l'acte du 6 septembre, le rayon Nord-Caucasien rattaché directement à Moscou ne comptait qu'une moitié du territoire montagnard et de sa population. De nos jours, l'autre moitié, le Daghestan, en fait partie.

A la question de savoir si une combinaison de ce genre est appelée à renforcer le lien qui unit les Montagnards aux Russes, nous pouvons hardiment répondre : non. Les Montagnards, nul ne l'ignore, n'ont jamais eu de lien avec la Russie en dehors des liens administratifs. La Russie, le pouvoir russe, ne se sont jamais intéressés à établir avec les Montagnards un lien moral et culturel.

De tout temps, la Russie a regardé le pays des Montagnards comme un marché pour l'écoulement de ses produits et comme un pays d'exploitation; c'est pourquoi le développement de la vie économique et industrielle des Montagnards était indésirable. De ce fait, les deux tiers des terres appartenant aux Montagnards leur furent enlevées et près d'un million de Montagnards furent expulsés. Le droit de propriété pour ceux qui restèrent après ce désastre ne fut pas définitivement établi. L'arrivée au pouvoir des communistes n'a rien changé à cet état de choses, sinon que la population a plus souffert encore des ruines accumulées et que le droit de propriété a été définitivement aboli. Sous le régime tsariste, aucun lien n'existait entre la Russie et les Montagnards, pas plus qu'entre ces derniers et le pays de Rostov et du Don auquel les Montagnards ont été maintenant rattachés. N'ayant aucun lien économique avec la Russie, les Montagnards évitaient de s'y rendre, à moins que d'y être vraiment forcés. On en rencontrait cependant, mais c'était des exilés, des gens envoyés aux travaux forcés, dans les camps de concentration, en prison ou au lieu de leur exécution. Quant aux Russes, ils se rendaient au Caucase, non pas pour y vivre en étroite collaboration avec les Montagnards, mais dans un esprit de conquête, de colonisation des terres enlevées aux allogènes; ils y allaient pour les exécutions et les repréailles, pour l'oppression administrative et pour l'application dans le pays d'une politique de russification.

Il est douteux que des rapports de cet ordre disposent favorablement les Montagnards envers le pouvoir russe et les Russes en général. D'autant moins encore est le désir des Montagnards de se rapprocher des Russes et de fusionner avec eux.

Jusqu'au 6 septembre dernier, Moscou était un centre initial et final des mesures répressives, d'exécutions, d'oppression et de terreur; ce rôle en ce moment est confié à la ville de Rostov. Et c'est pourquoi peu importe aux Montagnards que Moscou reste un lieu de supplices ou que ce privilège soit dévolu à une autre ville, à Rostov par exemple, en ce moment.



La lutte contre la conscience nationale d'Etat chez les Montagnards est la première des causes qui a poussé Moscou à commettre l'acte du 6 septembre. La deuxième cause est le désir de créer un maximum de possibilités susceptibles d'ébranler les bases religieuses de la morale restées jusqu'à présent en dehors de l'influence délétère des communistes, nonobstant leurs furieuses attaques et en dépit des milliers de représentants du clergé des Montagnards du Caucase qui ont été fusillés.

Sur ce front-là, les Russes n'ont pas eu de succès; ils n'en auront point davantage à l'avenir. Il faut bien se souvenir que le pays des Montagnards, le Daghestan en particulier, a été, au cours de ces deux derniers siècles, un centre de pensée religieuse, de philosophie et de morale non seulement pour le Caucase, mais aussi pour toutes les régions musulmanes du Sud-Est de l'ancien empire russe. La voix des savants arabistes du Daghestan était écoutée de tout le monde musulman. Le Daghestan était connu par ses savants et ses grands maîtres de la chaire. Nombreux étaient les arabistes de tous les pays qui se rendaient au Daghestan pour y résoudre des problèmes d'ordre religieux ou philosophique et des questions de morale.

D'après les statistiques du pouvoir soviétique, le Daghestan à lui seul compte jusqu'à 40.000 lettrés arabistes et plusieurs milliers d'écoles arabes.

Ni le pouvoir tsariste au cours des soixante années d'occupation, ni le pouvoir communiste pendant ces dix années n'ont pu ébranler, changer ou briser la vie religieuse et nationale des Montagnards du Caucase. Au cours de ces soixante-dix années de domination russe au Caucase, les Montagnards se sont maintes fois soulevés pour défendre la religion menacée. Jamais l'adage suivant n'a jamais été si justifié qu'en ce moment: Plus terribles sont les persécutions et plus la foi du peuple est grande.

Ainsi, le lien administratif qui unit dorénavant le Daghestan à Rostov ne saurait amener de changement au profit des bolcheviks. Outre les surprises que l'avenir nous réserve, l'acte du 6 septembre ne pourra qu'augmenter les possibilités de contact, que renforcer l'activité des peuples montagnards, tous unis pour renverser au plus tôt le pouvoir soviétique.

AZAMAT.



Prométhée N° 62
Janvier 1932

L'anniversaire de la mort de Ramichvili

Le 13 décembre dernier, une réunion a eu lieu, rue Serpente, pour commémorer la mort de Ramichvili, ancien ministre de Géorgie, assassiné, comme on sait, dans une rue de Paris. La salle des Sociétés Savantes était remplie d'émigrés caucasiens venus en foule pour témoigner leur sympathie à la mémoire du grand promoteur de la liberté caucasienne.

M. *Jordania*, au nom du « Centre National Géorgien », ouvrit la séance et prononça le discours suivant qui fut écouté par l'assistance au milieu d'un recueillement impressionnant :

« Mesdames, Messieurs,

« Voici déjà un an que nous avons perdu le grand serviteur de notre pays, Noé Ramichvili. Aujourd'hui, nous nous sommes réunis ici en son honneur, pour commémorer le souvenir de ses services, de ses travaux, et pour continuer son œuvre.

« Nous autres, Géorgiens, nous avons un défaut : c'est de ne pas pratiquer suffisamment le culte des morts. Voyez ici, en Europe : de quels soins on entoure les lieux d'éternel repos, avec quelle piété, avec quel dévouement les vivants se rendent sur leurs tombes pour s'y agenouiller, pour s'y recueillir... Mais est-ce que les morts ont besoin de ce culte ? Non, certes, cela ne se fait que pour les vivants. Par ces actes, le présent se noue au passé et à l'avenir ; avec le temps, le présent deviendra le passé et lui-même sera l'objet du souvenir.

« Noé Ramichvili n'a pas besoin de nos soins. Il a parcouru glorieusement son chemin, il a achevé ses jours en héros. C'est nous qui avons besoin de nous souvenir de lui. Nous nous trouvons dans une période bouleversée et bien compliquée ; l'atmosphère est saturée d'incertitudes ; aujourd'hui nul ne sait ce qui arrivera demain, en présence de quels événements nous nous trouverons placés. En ce jour d'anxiété, nous évoquons cette personnalité qui aurait dû être avec nous, mais qui n'est pas là, qui nous aurait encouragés, fortifiés, qui aurait allumé la foi et l'enthousiasme dans nos cœurs, qui nous aurait dicté l'activité, la lutte à soutenir. Ramichvili n'est plus... Ce qui reste là, c'est son souvenir, le souvenir de son abnégation, de son courage, de sa volonté inébranlable. Nous nous inclinons devant son image et nous déclarons : toutes ces qualités nous sont indispensables — union, puissante volonté, optimisme sain, foi et héroïsme, — tout cela fut la parure de l'âme de Ramichvili. Puisse cette parure être également la nôtre.

« Messieurs, nous sommes les fils d'un petit peuple, les citoyens d'un petit pays. Lors d'un conflit entre grandes puissances, les petits peuples sont facilement écrasés. Tout nous convie à une extrême prudence, à une grande perspicacité afin d'aider notre peuple à arriver à son propre port, à sortir sain et sauf des vagues houleuses qui l'entourent. Nos morts marquent notre chemin sanglant, leur tombe est un testament pour nous. Allumons des cierges devant leur dépouille, chantons la vie éternelle pour eux, éternelle dans le cœur de notre peuple et disons-leur : L'œuvre que vous nous avez léguée sera reprise, elle sera poursuivie par nous. »

M. A. *Hatissian*, au nom de la Délégation de la République arménienne, prononce les paroles suivantes :

« ...Avant toutes choses, deux idées étaient chères à Ramichvili : celle de Patrie et celle de démocratie en général. Il luttait pour le triomphe de ces deux idées : pour la liberté des peuples asservis et pour l'affranchissement de sa patrie.

« Il avait le don d'allumer l'enthousiasme des masses et de les mener à la bataille. C'était un grand organisateur et un grand homme d'Etat, en même temps qu'un véritable révolutionnaire. Son nom sera à tout jamais inscrit dans les annales du Caucase et de la Géorgie.

« Pour ce qui est du Caucase, il était partisan d'une confédération, considérant cette forme politique comme la meilleure pour le bien-être des peuples du Caucase, Tout pour le peuple et tout par le peuple, telle était sa devise, sa ligne de conduite.

« Il n'est plus maintenant, il ne lui a pas été donné de voir sa patrie libre et heureuse, mais la patrie n'oubliera jamais son nom. »

M. Mir I. Mehtiev, au nom de la Délégation azerbaïdjanienne, a dit notamment ce qui suit :

« ...Socialiste et démocrate, Ramichvili lutta toute sa vie pour ses nobles aspirations et il devint le porte-drapeau de son peuple de la liberté de son peuple aussi bien que des autres peuples asservis par la Russie... Le sentiment d'amitié et de bon voisinage envers les peuples voisins n'a jamais diminué en Ramichvili et il réussit ainsi à créer entre eux une alliance solide pour marcher ensemble vers le but final.

« Noé Ramichvili n'est plus parmi nous..., mais rien ne saurait arrêter l'œuvre commencée par lui. Le but sera atteint. Les peuples du Caucase briseront tous les obstacles et obtiendront la liberté et l'indépendance. Le nom de Ramichvili ne s'effacera jamais de l'histoire du Caucase; il restera pour toujours comme un symbole de noblesse, de dévouement et d'héroïsme. »

M. Chakman, au nom des Montagnards du Caucase, exprime ses condoléances à la famille de Ramichvili, à ses amis et au peuple géorgien tout entier.

« C'est une perte irréparable, poursuit l'orateur, non seulement pour la Géorgie, mais pour le Caucase tout entier. Mais l'âme de Ramichvili qui continue à planer, libre maintenant de toutes entraves, nous incitera longtemps encore à des actes héroïques; elle servira de ciment à l'union fraternelle des peuples du Caucase. Malheur à ceux qui se dresseraient sur la route tracée par Ramichvili et qui essaieraient d'entraver leur marche triomphante vers la liberté. »

M. Georges Gvazava, au nom de la Délégation des partis politiques géorgiens, brosse à grands traits l'image de Ramichvili, et après avoir rendu hommage à son dévouement absolu aux intérêts supérieurs de la nation géorgienne et à son mépris non moins absolu du vil métal, l'orateur continue :

« ...La vie de Ramichvili est étroitement liée à toutes les courbes si mouvementées de la vie nationale de Géorgie... Il prit le pouvoir au cours d'une période extrêmement difficile : d'un côté, les vagues communistes déferlant sur toute la Russie et venant se briser contre le rempart du Caucase, menaçant d'emporter tout le pays dans l'abîme; d'un autre côté, une autre puissance non moins redoutable envahissait le territoire national... Ramichvili donna la mesure de son talent de véritable homme d'Etat : il barra la route à l'infiltration des agents bolchevistes dans le pays, maintint l'ordre et contribua puissamment à la création d'un Etat démocratique moderne.

« Nous ne sommes point de ces peuplades à demi-sauvages d'Asie ou d'Afrique. La Géorgie et l'Azerbaïdjan aussi bien que l'Arménie et le Caucase du Nord ont déjà donné des preuves éclatantes de leur maturité politique... Mais isolée du monde entier par un barrage de feu des envahisseurs, la Géorgie dut succomber et Ramichvili dut prendre le chemin de l'exil. Est-ce la fin de sa carrière ? Nullement. En exil, il nous apparaît plus grand encore qu'au jour de sa gloire. Si des dizaines de millions de Caucasiens, d'Ukrainiens et de Turkestaniens se dressent aujourd'hui contre la domination de la Moscovie, il faut bien reconnaître qu'en grande partie c'est l'œuvre de Ramichvili... Nos ennemis ont apprécié à sa juste valeur cette redoutable personnalité et...

« ...Inclinons-nous devant l'image de ce grand disparu et soyons certains que d'autres sauront achever la tâche qu'il nous a laissée inachevée. »

M. Z. Tchitchoi, au nom du parti social-démocrate géorgien, salue respectueusement la mémoire du grand chef qu'était Ramichvili au sein du parti social-démocrate; il fait l'éloge de sa lutte et de son activité inlassable pour l'affranchissement de la classe ouvrière et pour la liberté de la patrie.

M. A. Choulguine, chef de la Mission Ukrainienne en France, empêché, fit parvenir au Président de la réunion une lettre de profonde condoléance.

M. Jordania remercia en termes émus l'assistance qui avait bien voulu par sa présence honorer la mémoire de Ramichvili et exprima l'espoir que les rapports entre les peuples du Caucase se resserreront encore davantage dans un esprit de confiance réciproque et de parfaite cordialité.

 J. Gvazava

Manifestation en faveur des peuples opprimés de l'U. R. S. S.

*Les problèmes de la Géorgie et de l'Ukraine
 à l'Académie Diplomatique Internationale*

Sous la présidence de M. Noulens, ancien Ambassadeur de France en Russie, l'Académie Diplomatique Internationale, au cours de sa séance du 18 novembre, a entendu des exposés de M. Gueguetchkori, ancien Ministre des Affaires Etrangères de Géorgie et de M. Alexandre Choulguine, ancien Ministre des Affaires Etrangères d'Ukraine, sur les statuts internationaux de leurs pays respectifs.

D'autre part, M. Nikitine, ancien Consul russe, a lu un rapport sur le statut international de Mongolie. M. Paul Milioukov, ancien Ministre des Affaires Etrangères de Russie, dont le nom figurait également à l'ordre du jour de la séance, ne put y assister pour des raisons de santé.

M. Gueguetchkori et M. Choulguine ont successivement exposé la situation juridique de leurs pays au moment où ceux-ci se sont librement rattachés à la Russie (l'Ukraine au xvii^e siècle, la Géorgie au xviii^e siècle). Après avoir expliqué comment le gouvernement russe tsariste a empiété sur les droits des libertés de ces deux nations, les orateurs ont passé à l'époque de la reconstitution de ces nations (en 1917-1918) de leurs Etats, et à leur situation internationale indépendante.

Résumant les deux rapporteurs, M. Noulens a souligné l'analogie de la situation juridique de l'Ukraine et de la Géorgie. La France, la Grande-Bretagne, comme beaucoup d'autres pays, ont reconnu l'Ukraine et la Géorgie. Le gouvernement soviétique de Moscou les a reconnus lui aussi et cela n'empêcha pas ce



gouvernement de faire occuper ces pays par les troupes rouges. M. Noulens a souligné également que la méthode de Moscou fut toujours la même : on crée un gouvernement soviétique d'abord en Ukraine, ensuite en Géorgie, et puis on occupe ces deux pays et c'est au nom de ces gouvernements qu'ils sont occupés. Tout en exprimant ses plus vives sympathies pour la Géorgie, M. Noulens a dit que l'indépendance de l'Ukraine contribuerait à la reconstitution de l'ordre et du progrès dans l'Est européen. Reconnaisant le peuple ukrainien comme très laborieux et intelligent, M. Noulens exprime le vœu qu'il rétablisse son indépendance, mais cette fois non pas provisoirement, mais définitivement. Les paroles de M. Noulens, comme celles des précédents orateurs, furent très applaudies par l'assistance.

Le problème de l'indépendance de l'Ukraine et la France

Sous ce titre vient de paraître à la Librairie Félix Alcan le livre de M. Emmanuel Evain, Député de Paris, ancien Président du Conseil Municipal de Paris, membre de la Commission des Affaires Etrangères, livre préfacé par M. Edouard Soulier, Député de Paris, Vice-Président de la Commission des Affaires Etrangères. Ce livre contient une très importante documentation sur les relations entre la France et l'Ukraine à travers les siècles mais surtout sous le Second Empire et depuis 1917. Outre les notes échangées entre le Gouvernement ukrainien et la France en 1917-1918, le livre contient des discours à la Chambre et au Sénat consacrés à l'Ukraine. L'auteur est un ami convaincu de l'Ukraine et présente dans son livre un plaidoyer très éloquent sur la cause ukrainienne. Dès son apparition ce livre a produit une très grande impression dans le milieu ukrainien.

Le Comité Casimir Delamarre

La Commission historique du Cercle d'Etudes ukrainiennes, dit « Comité Delamarre », s'est réuni sous la présidence de M. Emmanuel Evain, Député de Paris, ancien Président du Conseil Municipal, le 30 novembre, à l'hôtel Lutétia. La réunion débuta par une conférence sur l'histoire de l'Ukraine faite par le Comte de Sermoise qui avait visité le pays en 1919. Au cours de son exposé le conférencier déclara notamment : « Quand j'ai quitté les bords du Dniepre pour aller au Nord de la Russie, j'ai compris la différence qui existe entre la race russe et ukrainienne. J'ai compris également pourquoi la Russie tient tellement à occuper le riche pays de l'Ukraine. »

Mais l'orateur constate que la Russie peut parfaitement bien vivre sans l'Ukraine et d'ailleurs il se demande pour quelle raison ce pays resterait-il toujours une colonie de Moscou ?

La Russie panslaviste a eu toujours l'intention de pénétrer dans le cœur de l'Europe, s'emparant de différents pays. En terminant, le Comte de Sermoise rappelle que l'Ukraine, par l'intermédiaire de son gouvernement national, a maintes fois déclaré qu'elle accepte sa part de l'ancienne dette russe, ce qui prouve l'esprit d'honnêteté de ce pays.

Résumant, le Président M. Evain exprime l'espoir que la France qui avait libéré tant de nations, en commençant par les Etats-Unis d'Amérique et en finissant par la Tchécoslovaquie, voudrait un jour aider l'Ukraine. Il espère que les Français sauront étendre leurs sympathies traditionnelles au delà de la Pologne.

L'Assemblée générale du Cercle d'Etudes ukrainiennes

L'Assemblée générale du Cercle d'Etudes ukrainiennes a eu lieu le 2 décembre, sous la présidence de S. E. M. Gabriel Ferrand, ministre plénipotentiaire, Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes de la Sorbonne. Au cours de la séance, M. Fernand Chandun, Trésorier, et le Prince de Tokary, Secrétaire général, firent chacun un rapport concernant l'activité du Cercle. Le Secrétaire général déclara

que pour l'année scolaire 1931-1932, plusieurs cours consacrés à l'Ukraine ont été organisés par le Cercle. En terminant son rapport, M. de Tokary fit l'éloge des membres du Cercle décédés au cours de l'année précédente et plus particulièrement celui de Mlle Jacqueline Chandun.

M. Alexandre Choulguine, chef de la Mission Ukrainienne en France et membre d'honneur du Cercle, prit ensuite la parole. Tout en remerciant le Président et le Comité pour leur activité qui est très appréciée par les Ukrainiens, il s'associa aux éloges des membres disparus du Cercle, et en quelques paroles émues il rendit un vibrant hommage à la mémoire du comte Tyszkiewicz, ancien Président de la délégation ukrainienne en France, et à celle de Jean Brunhes, « ce brillant savant qui fut l'incarnation même de l'esprit français et qui était un ami fidèle et très dévoué de l'Ukraine ».

L'Assemblée procéda ensuite à l'élection d'un nouveau membre du Cercle : Mme Charles-Eudes Bonin. A côté du Président, on remarquait le général Tabouis, M. René Pinon et plusieurs autres personnalités.

Revue de la Presse

La *Géorgie Indépendante* (n° 72), consacre un article à la situation lamentable où se débat le pouvoir soviétique en Géorgie et en Azerbaïdjan. Elle dit notamment :

« Pourquoi donc Staline tourne ses yeux pleins de rage contre la Géorgie et l'Azerbaïdjan ? Est-ce qu'il aimerait trop le paysan géorgien ? Est-ce que son cœur de Géorgien s'émeut trop à le voir opprimé et spolié par la politique impérialiste russe ? Non, nul ne saurait en accuser Djougachvili, ce même Djougachvili qui, précisément sur la question géorgienne, a été stigmatisé par Lénine lui-même de goujat grand-russien. » (*Veliko-russki dërjimorda.*)

« Nous devons chercher la réponse à notre question dans la politique de Staline ou, pour mieux dire, dans ce genre de tactique qui lui est propre. Cette tactique se révèle dans un passage de la résolution prise par le C. K. (Comité central) de l'Union. Il y est dit : « Par les erreurs et les déviations commises, il a été donné aux koulaks et aux éléments antisoviétiques d'intensifier leur influence contre-révolutionnaire parmi les paysans. » Si nous déchiffrons le jargon bolcheviste de cette sourde révélation, nous recevons ceci : La politique de collectivisation en Géorgie a déchainé cette année aussi un grand mouvement insurrectionnel. Le paysan géorgien s'oppose au servage aussi bien qu'au rapt et à la spoliation du fruit de son labeur par l'Etat. L'aveu du Comité central se confirme pleinement par des informations que nous recevons de nos correspondants particuliers sur le mouvement insurrectionnel dans toute la Géorgie, sur la lutte acharnée de guerrillas et les arrestations de milliers de paysans dans différentes parties du pays. Ce mouvement a pris une telle ampleur et un caractère si systématique que Moscou en est en plein désarroi. Et voilà que Staline est obligé de recourir vis-à-vis de la Géorgie au même truc de recul qu'il avait essayé l'année passée à l'échelle de toute l'Union soviétique. La collectivisation, il est vrai, n'est pas abandonnée mais, comme l'an dernier, Staline fait une diversion devant les vagues de révoltes paysannes en Géorgie et en Azerbaïdjan. La responsabilité pour la débâcle de l'économie rurale, déclare-t-il, incombe aux « aiguilleurs », aux autorités locales qu'il accuse d'avoir mal compris et mal appliqué les directives de Moscou.

« Il va sans dire que le truc est condamné à un échec. Il est impossible qu'une classe sociale tout entière dont la « reconstruction socialiste » de Staline étouffe les intérêts vitaux, soit ainsi dupée. Le paysan géorgien voit très bien que le mal est dans la politique même et non point dans son application quelle qu'elle soit, et qu'il ne saurait s'en affranchir sans avoir mis à la porte les auteurs du malheur, le pouvoir étranger et les agents de l'impérialisme russe. Le truc nouveau, d'origine moscovite, ne le détournera pas de la lutte et de la défense de ses intérêts vitaux. Au contraire, tout ce que nous venons de relater prouve une fois de plus combien le courage du paysan géorgien est grand en face de l'ennemi, combien il est opiniâtre dans cette lutte et combien il diffère par cette opposition au pouvoir soviétique des dizaines de millions de paysans russes. »

* * *

Le même journal (n° 71), cloue au pilori les deux témoins géorgiens — ne les nommons pas — cités à la barre par M^e Torrès, avocat attitré des Soviets, dans le procès de Ramichvili.

« — Qui êtes-vous ? demande le tribunal à l'un de ces témoins. — Etudiant ! répond ce dernier. — Et voici sa déposition : « Moscou, ses agents, dit-il, n'ont rien à voir avec le meurtre de Ramichvili. C'est uniquement la Légation géorgienne, cette représentation diplomatique, cette parcelle inviolable du territoire géorgien, ce refuge du drapeau et de l'armoire nationale, c'est elle qui est coupable. »

« Comprends-tu, jeune homme, ce que tu as commis, ce que tu as dénoncé, à qui tu as porté un coup et qui en tirera profit ?... As-tu voulu cela ? Admettons que tu ne l'as pas voulu, que tu l'as fait par bêtise. On te l'a suggéré. Où ? Est-ce au Cabinet de Torrès ? Qui es-tu donc, qu'es-tu ? « Etudiant », réponds-tu fièrement. Tel est donc le fils qu'attend la Patrie ?... Nous ne voulons pas apprécier ta conduite, ni que la Géorgie y porte son jugement. Qu'elle te pardonne ou te donne le temps de mériter son pardon... »

« Les motifs ?... N'allons pas les chercher. La haine, la rancune ? Supposons que vous en aviez tous les deux. Mais alors, où est l'esprit de noblesse géorgien, le caractère chevaleresque de ce peuple ? Est-ce qu'on cherche à se venger devant une tombe ouverte ?!... »

* * *

La *Cosaque Libre* (n° 92) rapporte un incident qui n'est pas dépourvu d'intérêt. Il eut lieu au cours d'une réunion de Cosaques, à Paris. M. Balinov venait de terminer une conférence solidement étayée par des faits d'une valeur historique incontestable en faveur d'un Etat libre et indépendant de Cosaquie. Le général Bykadorov plaida pour l'unité de la Russie. « La Cosaquie, disait-il, n'a pas d'amis, pas d'alliés, elle est seule, elle est isolée; la Géorgie est faible et son amitié ne vaut pas grand'chose... »

Au mouvement de surprise que venait de provoquer cette déclaration aussi déplacée qu'inattendue, succéda un mouvement contraire lorsqu'un jeune Cosaque, M. Zakharov, relevant le défi lancé par le général Bykadorov, déclara ce qui suit :

« Vous dites que la Géorgie n'est qu'un pays faible et sans aucune importance pour nous ? Eh bien, je vous demande, moi : pourquoi, au cours de ces douze années, la Géorgie lutte sans répit contre les bolcheviks ? Pourquoi des soulèvements antisoviétiques éclatent toujours en Géorgie, alors que votre « grand peuple russe » reste scandaleusement silencieux ?! »

Cette apostrophe magistrale fut saluée d'applaudissements unanimes et le brave général Bykadorov ne trouva rien de mieux à faire qu'à s'éclipser.

* * *

Dans le n° 304 de la revue ukrainienne *Le Trident*, paraissant toutes les semaines à Paris, son chroniqueur V. S. consacre un article au quatorzième anniversaire des Soviets.

« La presse soviétique, dit-il, constate avec orgueil que le régime, auquel on donnait au maximum deux semaines de vie, dure déjà depuis quatorze années. » Selon le publiciste ukrainien, cet argument produit une certaine impression à l'étranger, mais, ajoute-t-il, « nous pouvons rappeler que les choses qui durent ne sont pas forcément éternelles. Ainsi, il y a de cela neuf ans, alors que les Soviets fêtaient le cinquième anniversaire de leur existence, Rakovski, président et Commissaire du peuple aux Affaires étrangères du gouvernement soviétique d'Ukraine, avait solennellement déclaré qu'il est le seul ministre des Affaires étrangères d'Europe qui tient le pouvoir depuis cinq ans. Maintenant le ministre est en exil. »

« Nous ne savons pas, ajoute notre confrère ukrainien, dans quelle mesure l'Allemagne impériale d'abord, et l'Allemagne républicaine ensuite, ont participé au soutien du gouvernement soviétique par le traité de Rapallo et par ses larges crédits. Mais il existe encore énormément de gens naïfs qui croient que l'U.R.S.S.

est le seul pays du globe où il n'y a ni crise, ni chômage; ils ne se rendent pas compte dans quelle mesure l'économie « socialiste » soviétique dépend de cette même Europe « pourrie par le capitalisme ». Il est presque impossible de calculer le nombre de vies, de forces et d'énergies humaines qui ont été gaspillées pour conserver jusqu'à ce jour le pouvoir soviétique. »

A la fin de son article, V. S. revient encore une fois à la fameuse prophétie qui ne donnait que deux semaines de vie aux Soviets, en disant que les hommes sérieux n'avaient jamais soutenu cette thèse et qu'il était impossible de fixer la date de la chute du régime. « Mais, termine-t-il, nous avons dit, nous disons et nous dirons toujours que cette chute et la reconstitution d'un Etat ukrainien indépendant sont imminents. »

*
**

Le bilan du commerce extérieur de l'U.R.S.S. pour les cinq premiers mois de l'année courante comparé au bilan correspondant à la même période de l'année 1930, d'après la statistique officielle (voir *Ekonomiticheskaïa Jizn*), prouve que non seulement le commerce extérieur de l'U.R.S.S. reste toujours passif, mais encore que l'exportation en 1931 est en régression de 18,8 %, tandis que l'importation n'a diminué que de 6,8 %. D'autre part, il est à remarquer que la quantité des objets exportés et importés est en hausse sur l'année précédente et cela dans les proportions suivantes : l'exportation en tonnes a augmenté de 15 %, l'importation de 10 %. Ainsi, on peut supposer que les prix de l'importation et surtout les prix de l'exportation sont tombés en comparaison avec l'année 1931.

Plus spécialement en ce qui concerne le commerce de l'U.R.S.S. avec l'Allemagne, l'exportation du pays des Soviets a diminué, dans les cinq premiers mois de l'année courante (comparativement à la même période de l'année précédente), de 23,8 %, et l'importation a augmenté de 35,3 %.

Ainsi, la crise économique mondiale se fait aussi sentir en U.R.S.S. Le passif du commerce extérieur toujours en décroissance menace très sérieusement l'exécution du plan quinquennal. Obligés d'importer le matériel nécessaire à leurs constructions industrielles, les dirigeants soviétiques font l'impossible pour augmenter leur exportation au dépens de la population qui est plongée dans une misère noire. Mais les chiffres prouvent que, malgré cet épuisement du pays, malgré le dumping, le produit de leurs exportations n'est pas suffisant pour couvrir le montant de leurs importations. Autrefois les Soviets avaient dans de pareils cas recours à l'augmentation des impôts et obtenaient ainsi l'argent des « koulaks ». Mais actuellement ils ont considérablement augmenté le « secteur socialiste », même dans la campagne, en créant les « collectivités ». Il devient donc plus difficile de recourir aux nouveaux impôts et aux emprunts intérieurs soi-disant « volontaires ». Plus que jamais, les dirigeants soviétiques ont besoin de crédits, mais leur principal créancier, l'Allemagne, n'est plus en état de les leur accorder, d'autant plus que les Soviets lui doivent des sommes considérables. C'est cet état de choses qui explique le désir des Soviets de demander des crédits à la France. Les dirigeants soviétiques espèrent ainsi sauver leur régime et leurs finances de l'écroulement qui les menace très sérieusement.

RÉUNIONS « PROMÉTHÉE »

Le 13 Janvier, M. Mir-Mehtiev, Président par intérim de la Délégation d'Azerbaïdjan, a fait dans la salle de la rédaction de *Prométhée*, 4, Villa Malakof, une conférence sur :

LES MOUVEMENTS NATIONAUX ET LA QUESTION DE NATIONALITÉ.

Ayant analysé la naissance de l'idée nationale en Europe dans la première moitié du XIX^e siècle, le conférencier a souligné que la Révolution Française a

ignoré les questions nationales s'occupant uniquement de l'individu et ayant créé la charte de la liberté de l'homme et du citoyen, car les révolutionnaires de cette époque se trouvaient sous l'influence immédiate de la philosophie du XVIII^e siècle, particulièrement de J.-J. Rousseau. Ainsi les questions nationales sont nées à l'époque contemporaine et on attribue leur naissance à l'époque du mouvement germanique ; elles ont été exposées par Fichte dans son fameux discours au peuple Allemand. « Mais ce mouvement germanique » dégénéra par la suite en mouvement d'égoïsme national après avoir acquis un caractère *mystique et romantique*. Le conférencier s'est arrêté plus particulièrement sur le mouvement Italien et a manifesté beaucoup de sympathie pour Mazzini. C'est ce dernier en effet qui proclama *le droit d'égalité entre nations* et qui donna au mouvement italien un esprit nettement *démocratique*. C'est ainsi qu'il arriva à créer la « jeune Italie », qui servit d'exemple aux autres et qui devint le champion de la libération et de la création des Etats nationaux.

Ayant ensuite analysé les questions nationales en Autriche-Hongrie et dans l'Empire Ottoman, le conférencier s'arrêta sur le problème des nationalités en Russie. Après avoir décrit les différents aspects de ce problème, M. Mir-Mehtiev démontre l'activité qui a été déployée par les peuples « non russes » de l'Empire des tzars durant le XIX^e siècle. Il souligne notamment les mouvements de protestation ou pour mieux dire d'insurrection, tels que le muridisme au Caucase l'ichanisme au Turkestan, etc. Ces mouvements nationaux, cette activité se remarque non seulement chez les peuples nouvellement conquis, Caucasiens et Turkestaniens, mais encore chez d'autres peuples qui se trouvent sous la domination russe depuis des siècles. Le gouvernement Tzariste et les dirigeants politiques russes de toutes nuances, ont voulu briser ces mouvements nationaux, mais c'est la juste cause des peuples allogènes qui a triomphé. Le jour donc où l'axe de l'Empire Russe fut brisé, tous les peuples qui en faisaient partie se détachèrent naturellement de la Russie, formèrent des corps politiques indépendants et surent organiser sur de nouvelles bases leur vie nationale.

La conférence fortement étayée d'aperçus historiques et de considérations politiques a été, durant une heure, écoutée avec une attention soutenue. Elle a produit une grande impression et provoqué un vif échange de vues.

Nous en donnerons un compte-rendu plus détaillé dans le prochain numéro.

* * *

Union des Associations des Ingénieurs Ukrainiens à l'Étranger

Au cours de ce mois de décembre, doit s'ouvrir à Podebrady, en Tchécoslovaquie, le premier Congrès de l'Union des Associations des Ingénieurs Ukrainiens à l'Étranger.

Cette organisation des techniciens ukrainiens émigrés touche à la fin de sa première année d'existence et le Congrès aura pour tâche de présenter les résultats des travaux de l'Union pendant l'année écoulée et d'esquisser son plan d'activité future.

Voilà donc un an que l'Union groupe à l'étranger les ingénieurs ukrainiens de différentes branches pour ne former qu'une seule et même organisation professionnelle commune. Les organisations locales d'ingénieurs ukrainiens émigrés ont été créées bien avant dans les différents pays; elles apparurent bientôt après l'occupation de la jeune république ukrainienne par les troupes

soviétiques. Certaines de ces organisations ont même développé un travail d'organisation et même scientifique en dépit des difficultés de la vie d'émigré. C'est ainsi qu'en Tchécoslovaquie, par exemple, l'élite des intellectuels de la technique ukrainienne réussit même à créer une Ecole Polytechnique Ukrainienne et bien qu'en territoire étranger, elle est, de nos jours, le seul établissement d'enseignement technique supérieur ukrainien dans lequel les étudiants ont la possibilité d'apprendre toutes les sciences dans un milieu qui leur est familier et en langue maternelle.

Cette Association créée l'an dernier au Congrès des représentants des diverses organisations d'ingénieurs ukrainiens émigrés, eut pour résultat de grouper en une seule et même union centrale toutes les forces intellectuelles techniques.

L'Association actuelle groupe treize organisations d'ingénieurs ukrainiens émigrés en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Argentine, avec un total de cinq cent cinquante-six membres.

Mais l'Association est loin de compter parmi ses membres tous les ingénieurs ukrainiens. Dans nombre de pays, le travail d'organisation se poursuit, car il faut compter avec la dispersion à travers le monde des ingénieurs ukrainiens; l'on sait que des groupes isolés de ces derniers habitent dans les pays de l'Amérique du Nord, aux Etats-Unis, au Canada, en Chine, en Perse et dans les Balkans.

Parmi les tâches que s'est assumée l'Union des Associations des Ingénieurs Ukrainiens à l'étranger, l'une des places principales est accordée à l'étude de la technique et de l'économie des pays à haute culture de l'Occident de l'Europe et d'Amérique. Le séjour des ingénieurs ukrainiens dans les pays où ils ont émigré ne doit pas être stérile; c'est pourquoi lesdits ingénieurs s'efforcent de profiter de leur séjour à l'étranger pour que lorsque viendra le moment de leur retour dans leur pays délivré, ils puissent être utiles à leur Patrie.

Mais l'Association ne s'en tient pas à cette seule tâche; elle s'efforce encore de créer des relations amicales avec les organisations d'ingénieurs des pays où le sort a conduit ses membres. Ces relations avec leurs collègues étrangers sont aussi utiles au moment présent qu'après la libération de l'Ukraine, lorsque dans leur propre maison les ingénieurs ukrainiens s'adonneront à un travail créateur.

L'Association possède son organe technique: une revue trimestrielle en langue ukrainienne, sous le titre: *L'Ingénieur Ukrainien*. Cette revue comporte, en dehors des articles d'un caractère technique, une chronique de la vie de l'Association.

Le siège social de l'Union des Associations des Ingénieurs Ukrainiens à l'étranger se trouve à Podebrady, en Tchécoslovaquie. Là encore se trouve l'Ecole Polytechnique Ukrainienne.

Simon NETCHAI.

CHRONIQUE

AZERBAIDJAN

Incendie de citernes de naphte

Le journal *Kommounist*, de Bakou, annonce qu'un train de citernes de naphte se rendant à Batoum, a pris feu près de la station de Molita. Quarante-cinq citernes remplies de naphte et trois locomotives ont été détruites. Dix-sept employés ont péri; seul deux machinistes et un conducteur ont pu être sauvés. Une enquête est ouverte.

Spéculation communiste

Le *Kommounist* n° 186 informe que le directeur communiste des coopératives a vendu à des particuliers, à des prix élevés, toutes les réserves de sucre, de farine, de vêtements. Ledit directeur a été arrêté.

Grève d'instituteurs

Ainsi que l'annonce la *Zaria Vostoka*, les instituteurs de la ville de Choucha se sont mis en grève afin de protester contre le non-paiement de deux mois d'appointements.

Apparition d'un nouveau journal azéri

De Berlin, on annonce que le chef du mouvement national azerbaïdjanien, M. Rassoul Zadé, publie un nouveau journal qui portera le titre d'*Istiklal* (*L'Indépendance*).

Nominations

L'organe de la République Fédérative de Transcaucasie, *Zaria Vostoka*, N° 211, annonce que le camarade Krausberg, de Moscou, vient d'être nommé vice-président du Comité exécutif d'Azerbaïdjan, ce qui laisse supposer que le président du Comité exécutif lui-même, M. Bouniat Zadé, se trouve en suspicion et comme tel, placé sous le contrôle du camarade Krausberg. Ce dernier était connu en Sibérie où il régna en maître à Omsk. Il occupait en dernier lieu un poste responsable au commissariat des Finances à Moscou.

La *Pravda* de Moscou, du 13 novembre, signale que le Comité central exécutif de la Fédération de Transcaucasie a libéré de ses fonctions de président du Conseil des commissaires du peuple de ladite Fédération M. Orakhelachvili. Ce même Comité exécutif a nommé à ce poste M. Moussabekov.

CAUCASE DU NORD

Elat de l'industrie de naphte de la République des Montagnards du Caucase

Le *Groznenski-Rabotchî*, N° 197, du 2 septembre 1931, informe que « des dizaines de sondages n'ont pu être effectués sur les chantiers pétrolifères pour des causes diverses, notamment, des constructeurs. Il s'agissait de perforer de 250 à 300 mètres, mais non seulement les perceuses n'ont pas été mises en marche, mais jusqu'à présent les constructeurs n'ont pas commencé à élever les abris. C'est ainsi que la section des perceuses donne des tâches inexécutables du fait qu'il manque des perceuses dans le rayon...

« La plupart des équipes déclinent toute responsabilité pour les établis et pour les instruments. Or, pour vingt-neuf jours du mois d'août seulement on compte cinq cas d'avaries survenues sur ce chantier. Pour repêcher les instruments on a employé deux cents heures de travail. De ce fait, au cours de ce mois, 600 mètres de forage ont été perdus.

« Pour quinze jours du mois d'août on a compté 277 absences sur le chantier; pour vingt jours seulement on compte vingt chômeurs volontaires. En vingt jours, on a constaté cinq avaries, lesquelles ont nécessité l'arrêt des établis durant 99 heures. Les arrêts sur le chantier sont chose habituelle. A cause du « Rémo » les établis n'ont point fonctionné pendant 595,5 heures de travail; pour cause de manque d'énergie, 126 heures; en raison de la pénurie des transports, 15 heures; à cause de la section de construction, 72 heures, etc. C'est ainsi que pour vingt jours on compte 1.354 heures d'arrêt dans tous les genres de travaux. »

« Sur le deuxième chantier, pour cause des causes imputables au ciment et à certains tuyaux, huit trous en voie de perforation ont été arrêtés pendant quarante jours. On observe sur ce chantier de nombreuses désertions d'ouvriers. En juillet, 10 % des ouvriers sur l'ensemble de l'effectif des perforeurs ont abandonné le chantier. Il en a été de même au mois d'août. La section des sondages transfère les ingénieurs d'un chantier à l'autre; ils ont à peine le temps d'arriver à un chantier, de s'orienter, de se familiariser avec le travail, que de nouveau on les envoie à un autre chantier; des faits pareils se comptent par dizaines. *Les ingénieurs eux-mêmes ne nient point, qu'ils sont à tel point privés de leur propre personnalité qu'ils ne savent même pas ce qu'ils doivent faire le jour même ou ce qu'ils feront le lendemain...* »

*
**

La Gazette nord-Caucasienne signale que le bénéfice net réalisé cette année dans les Kolkhoz du Territoire nord-caucasien s'élève à 640 millions de roubles, ce qui a donné une augmentation sur celui de l'an dernier de 39 %.

*
**

L'on annonce l'assassinat à Naltchik, en Kabardie, partie intégrante de la République des Montagnards du Caucase, d'un communiste militant nommé Moutsoukhov Haroun. Ledit communiste a été tué d'un coup de poignard au moment où il sortait d'une réunion d'ouvriers de choc, par un habitant du pays, nommé Ketboïev Mahomet.

*
**

La Gazette nord-caucasienne annonce l'organisation à bref délai d'une olympiade des Arts des peuples montagnards. Dans toute les régions autonomes on procède à une revue préalable des forces locales.

*
**

La *Groznenskaïa Gazeta* signale une nouvelle déclaration faite par un ancien secrétaire du parti du district de Chatoev en Tchetchnie. Ledit secrétaire, M. Ediev, faisait également partie de ce groupe de trois travailleurs responsables dont les déclarations, contraires à la ligne du parti, ont été déjà signalées. Ledit M. Ediev amené à critiquer certaines fautes commises osa déclarer ouvertement du haut de la tribune du plenum du Comité régional que l'inexécution de certaines tâches par le parti s'expliquait du fait de l'indisposition des masses laborieuses paysannes. M. Ediev déclara encore que les masses laborieuses refusent par tous les moyens de soutenir les innovations du parti. Ces déclarations ont soulevé une forte agitation au sein de l'assemblée.

*
**

La *Groznenskaïa Gazeta* annonce que des éléments antisoviétiques ont tué le chef de la milice du district de Chaline en Tchetchnie. La victime, Kelomatov Dagag, était un bolchevik notoire et alors qu'il était dans dans les rangs des partisans rouges, prit une part active dans la lutte contre les organisations des insurgés du Caucase.

*
**

Le journal de Rostov annonce que l'Académie soviétique de l'Union se propose d'ouvrir une station pour l'enregistrement des mouvements sismiques, à

Grozno. Ladite station serait munie d'instruments très perfectionnés pour l'enregistrement des phénomènes sismiques à petite distance.

De Trébizonde on annonce que des troubles suscités par le stockage des céréales ont éclaté en Tchetchnie. Des silos ont été saccagés en de nombreux endroits. Dans la nuit du 14 octobre, trois magasins de Kolkhoz du district de Chatoev ont été incendiés et deux tracteurs ont été détruits. Le 9 octobre, à une quinzaine de kilomètres de Makhatch-Kala (Petrovsk) deux agents de choc de stockage qui se rendaient dans leur rayon ont été tués par les insurgés.

*
**

Ainsi qu'il l'a été, annoncé, un groupe de kolkhozniks nord-caucasiens ayant pris part à la conférence des kolkhozniks d'Azerbaïdjan à Bakou, ont voulu se rendre dans les différents rayons d'Azerbaïdjan pour transmettre leur expérience aux kolkhoz. D'après les informations parues dans les journaux de Transcaucasie, ces kolkhozniks se sont heurtés à des difficultés sans nombre. Beaucoup de kolkhoz ont refusé de recevoir les « kolkhozniks-remorqueurs » qui se mirent à errer d'un village à l'autre, demandant à manger et un coin pour coucher. Après avoir longtemps erré, les kolkhozniks ont pu atteindre Bakou où ils ont demandé à être renvoyés au plus tôt au pays natal afin de pouvoir transmettre à leurs concitoyens l'amère expérience qu'ils venaient de faire en Azerbaïdjan.

UKRAINE

Le paradis soviétique

Nous publions ici les extraits d'une lettre privée reçue récemment d'Ukraine et qui caractérise suffisamment la situation :

« Nous sommes ici des forçats; nous manufacturons des produits d'alimentation, mais nous avons faim et il n'y a rien à manger. On nous a pris notre grain et déjà on nous prend notre farine. Celui qui n'a pas eu le temps de faire sa part de travail, voit son bien confisqué, sa maison détruite et sa famille expulsée; est réduite à « crever » à la belle étoile.

« Même au temps de la plus dure période tsariste, on ne s'est pas fichu du paysan au même point que sous cet infect régime communiste. La révolution d'octobre nous a apporté avec la faim et le travail forcé, l'anéantissement complet de notre liberté. Jadis le paysan mangeait au moins deux fois par an un cochon; maintenant il ne voit jamais de lard, car tout notre travail, tout notre bien vont alimenter cette gueule insatiable et béante qu'on appelle le plan quinquennal. Nous raffinons le sucre, autour de nous se dressent d'immenses raffineries, on force les paysans à couper la betterave, mais pour avoir du sucre, ils peuvent toujours courir.

« Mais si par malheur tu n'as pas pu exécuter la tâche draconienne, un tribunal arrive qui juge et condamne pour tout : pour avoir caché quelques grains, des pommes de terre, du lait, bref pour n'importe quoi. Et lorsque tu es devant un tel tribunal, ni tes cris, ni tes supplications, rien ne pourra t'aider. Pourquoi la loi est-elle si dure pour le paysan ?

« Mais le soleil se voile par le nuage de haine que les Soviets ont répandu sur l'Ukraine. Il est impossible de dire tout ce que nous endurons ici, tu ne le comprendrais pas, il faudrait être dans notre peau. Je me sauverai volontiers, mais je ne sais où et puis ce n'est pas facile. Cette année la récolte a été pire que l'année précédente, de sorte que notre sort le sera aussi, car les bolcheviks nous considèrent comme des bêtes de somme; si nous ne cultivions pas les champs, ils nous auraient vendus à l'étranger. »

Les réquisitions et les kolkhoz (collectivités agricoles)

Si, à un moment donné, l'administration soviétique a pu croire que l'organisation des kolkhoz amènerait un apaisement dans les campagnes ukrainiennes, toujours si hostiles au régime soviétique, elle doit avoir une illusion de moins : non seulement l'opposition persiste, mais grâce aux kolkhoz elle devient organisée, surtout quand il s'agit de réquisitions.

Ainsi, il y a des kolkhoz entiers, avec leur directeur en tête, qui dissimulent le blé, les betteraves et autres produits aux receveurs venus les réquisitionner. Il y a des kolkhoz qui ne livrent que les deux tiers des produits, gardant le reste pour soi. Naturellement, les Soviets ont recours à des mesures extraordinaires et envoient sur place des fonctionnaires qui découvrent les produits cachés et infligent aux inculpés les peines les plus sévères, y compris le bain et la mort. Devant de telles réquisitions, les paysans usent de la force pour défendre leur dernier morceau de pain : ils expulsent et ils tuent les agents soviétiques.

Les journaux bolcheviks signalent des cas de terreur paysanne dans de nombreux endroits de l'Ukraine.

L'expulsion de Michel Hrouchevsky

On mande de Kharkiv que Michel Hrouchevsky, célèbre historien et membre de l'Académie Ukrainienne, vient d'être expulsé de l'Ukraine par ordre du Guépéou. Le grand savant est autorisé à vivre à Léningrad.

Le II^e Congrès scientifique ukrainien, organisé par le Comité académique ukrainien, près la Commission internationale de coopération intellectuelle de la S.D.N., est reporté aux 20-24 mars 1932. Son but principal est de grouper et de reclasser les travaux scientifiques effectués par l'émigration ukrainienne au cours de ces dix dernières années. A Prague, sera organisée une exposition de ces travaux.

L'émigration ukrainienne entière a célébré la mémoire de trois cent cinquante-neuf combattants ukrainiens fusillés par les Russes rouges le 21 novembre 1921, à Bazar.

L'Ukraine sous l'occupation russe

Dans le précédent numéro, nous avons signalé un mouvement antisoviétique et national parmi les communistes ukrainiens. Maintenant on fait savoir de Kharkiv qu'un régiment de l'armée rouge, se trouvant dans le village de Pavlovsk (district d'Odessa), où il effectuait des manœuvres, prit la défense des paysans dudit village auxquels on venait de réquisitionner le blé. Une mêlée générale s'ensuivit au cours de laquelle plusieurs communistes furent grièvement blessés et deux tués. La compagnie, qui avait refusé de dénoncer les coupables, a été désarmée.

La cité ouvrière près les constructions de l'usine « Dombal » se trouve dans un état épouvantable. Certaines habitations sont tout à fait impropres à la vie. Il pleut sous les toitures. Sous le plancher d'une baraque, il y a de l'eau en permanence. Les murs sont fissurés et les ouvriers gèlent. Dans une autre le vent règne en maître. L'étroitesse dans les baraques ne donne aucune possibilité pour maintenir les conditions sanitaires et hygiéniques. Partout, aussi bien qu'au réfectoire, règne la saleté. Les repas sont servis dans le réfectoire de l'usine, mais ils ne sont pas toujours de bonne qualité et sont souvent reconnus par le médecin impropres à la consommation. (*Proletarska Pravda*, N° 264, 21-11-31.)

A Kaniv-s-Dnieper, 500 tonnes de blé réquisitionnées chez les paysans, en attendant d'être chargées sur des bateaux, pourrissent sous la pluie; 500 tonnes de grains subissent le même sort à Oster. (*Proletarska Pravda*, N° 258, 14-11-31.)

Sur les chemins de fer S.-E., 300 wagons ouverts chargés de farine et de son stationnent depuis un mois. La farine pourrit. De même à Lipovets pourrissent 100 wagons de pommes de terre. (*Proletarska Pravda*, N° 255, 11-11-31.)

D'autre part, on mande de Genève, qu'un ingénieur étranger ayant vécu pendant six mois en Ukraine, rapporte et prouve que le peuple ukrainien vit dans la misère et qu'il est insuffisamment alimenté.

Les problèmes de l'Est Européen

à l'Union Internationale des Associations pour la Société des Nations

Le Comité de l'Est Européen auprès de l'Union pour la Société des Nations a eu une réunion à Pérouse. S. E. M. Giannini, président du Comité, a fait un rapport au sujet de la constitution de l'U.R.S.S. Tout en analysant les différentes théories juridiques, le rapporteur a combattu le point de vue que l'U.R.S.S. représente une sorte de Société des Nations, car il lui manque la liberté d'adhésion à l'Union. Ainsi l'Ukraine et les pays du Caucase, après avoir été militairement occupés, ont été introduits par la force au sein de l'Union.

Le Docteur Kunz a souligné la grande différence qui existe entre l'essence juridique de la constitution de l'U.R.S.S. et son application dans la vie pratique. *De jure*, la Russie, l'Ukraine et les autres sept républiques composant l'Union représentent des Etats indépendants, pouvant à un moment donné se retirer juridiquement de l'Union. Mais *de facto*, il existe une force en dehors de la constitution, c'est le parti communiste, qui dirige d'une façon centralisée toutes ces républiques.

M. Choulguine a complété également les faits présentés par le rapporteur en soulignant que *de facto* l'Ukraine se trouve sous le régime d'occupation militaire, tandis que *de jure* l'Ukraine soviétique comme Etat quasi indépendant a même signé plusieurs traités de caractère international, etc.

Il a été décidé de publier le très important rapport de M. Giannini. D'autre part, le Comité de l'Est Européen s'est occupé de la situation des prisonniers politiques en U.R.S.S. C'est l'Assemblée de l'Union pour la Société des Nations qui avait confié cette tâche, d'après la proposition ukrainienne, au Comité de l'Est Européen. Un questionnaire devant être présenté aux évadés des prisons et bagnes de l'U.R.S.S., fut établi et on décida de prier les Associations de ces pays où se trouvent les évadés de procéder à cet interrogatoire.

Attentats contre les tchékistes

D'après les nouvelles de Karkhiv, les attentats contre les communistes et les tchékistes ne cessent guère en Ukraine. Les tchékistes en vue sont souvent supprimés.

Le chômage des paysans dans les kolkhoz

Dans la région de Kouban, les paysans travaillant dans les collectives agricoles ont refusé de continuer les travaux. La raison du chômage est le manque de vêtements et autres objets de première nécessité.

Etat lamentables de l'industrie du sucre en Ukraine

D'après les nouvelles reçues de Kiev, sur 143 raffineries, une quarantaine seulement fonctionnaient au mois de septembre en Ukraine, l'état des machines ne permettant pas au gouvernement soviétique de les mettre toutes en marche. Et quant aux raffineries qui fonctionnent, elles n'ont pu fournir le rendement voulu, la quantité nécessaire de betteraves faisant défaut.

TURKESTAN

Les illettrés parmi les membres du parti

Le Bureau d'Asie Centrale à Tachkent est fortement préoccupé du pourcentage considérable des illettrés parmi les membres du parti. D'après les statistiques officielles, le nombre des illettrés au sein du parti en Asie centrale, c'est-à-dire dans les Républiques d'Uzbekistan, du Turkménistan, du Tadjikistan, du Karakalpakstan et du Kirghizistan atteint 25 %. A lui seul, le Karakalpakstan compte 45 % d'illettrés communistes et le Kirghizistan 50 %. D'après les statuts, tous les membres du parti sont tenus de passer le cours élémentaire, sans compter que se trouvant candidats au parti, depuis nombre d'années ils auraient déjà dû apprendre à lire et à écrire. (*Yach Turkestan*, décembre 1931).

Une cuiller pour dix personnes

A Karaganda, partie kazake du Turkestan, se trouvent de riches mines de charbon desservies par une ligne de chemin de fer. A côté des mines se trouvent des usines qui, si l'on en croit les journaux soviétiques, sont, au point de vue technique, un modèle d'installation. En un mot, Karaganda est un deuxième bassin du Donetz de l'Union soviétique.

D'après certaines informations parues dans le journal officiel kazak *Embekchi Kazak* et reproduites dans le *Yach Turkestan*, la section des constructions signale que le programme envisagé dans ce domaine a été réalisé dans les proportions de 42 %. Cependant, vérification faite, il est apparu que ces 42 % se rapportent non aux travaux de construction, mais aux dépenses assignées par le budget. En ce qui concerne la construction elle-même, d'après le Président du Conseil des commissaires du Kazakstan, Issa Ogli Oras, elle n'a été exécutée que dans les proportions de 10 à 15 %... Huit cents ouvriers avec leurs familles habitent dans des tentes de feutre... Pour une population de 18.000 familles habitant dans le rayon de Karaganda, l'on ne compte pas un seul hôpital, pas une pharmacie, pas une blanchisserie, pas un établissement de bains..., peu ou point d'écoles. Les manuels scolaires font défaut. Les maisons d'école sont mal tenues..., les ouvriers reçoivent leurs produits alimentaires en quantité insuffisante. Les réfectoires sont en mauvais état. C'est ainsi, par exemple, que le réfectoire n° 9, qui vraisemblablement est un réfectoire modèle, et où 400 ouvriers prennent leurs repas quotidiens, ne possède en tout et pour tout... que quarante cuillers. (*Yach Turkestan*, décembre 1931.)

Pénurie complète de cuillers

Il apparaît même que le fait d'avoir une cuiller pour dix personnes est en quelque sorte du luxe dans les réfectoires soviétiques à l'usage des Turkestaniens au Turkestan. L'organe officiel du gouvernement du Turkménistan, *Turkmenskaïa Iskra* (28 novembre), décrit ainsi la situation des réfectoires à Karluk :

« Qu'on se figure un homme, à table, penché péniblement devant sa soupe qu'il puise avec sa langue. Si cette soupe est au macaroni, l'homme plonge son doigt dans la soupière, le promène rapidement dans le bouillon : le macaroni s'enroule autour du doigt malin et arrive ainsi dans sa bouche. Si c'est une soupe aux choux au lieu d'une soupe au macaroni, l'homme a recours au moyen suivant : il prend deux allumettes avec lesquelles il se saisit des choux ou de tout autre légume nageant à la surface et le porte ainsi à sa bouche. Pour le deuxième plat, on se sert de deux doigts, du pouce et de l'index ; si ce deuxième plat est du cacha (gruau) on a recours aux cinq doigts... »

Est-ce là une anecdote ? Pas le moins du monde. *Dans l'unique restaurant public de Karluk à l'usage des ouvriers, des employés et des écoliers de la ville, l'on chercherait vainement une cuillier. Il en est de même des fourchettes et des couteaux. Pour se faire une idée du restaurant populaire, il faut se représenter la confortabilité d'un caveau humide ajoutée à l'intimité d'une écurie obscure et sale.*

Expulsions du Turkestan

Des frontières du Turkestan on signale l'expulsion de plus de 2.000 familles de Turkestaniens des rayons de Tachkent et de Namangan.

Lesdits expulsés, qui sont déportés en Ukraine, ignoraient complètement le lieu et la cause de leur déportation. Ce sont tous de bons et laborieux agriculteurs qui n'ont d'autre péché sur la conscience que celui d'avoir bien géré leur bien. Ces malheureux Turkestaniens ont été dispersés dans différents rayons de l'Ukraine et introduits de force dans les collectives agricoles soviétiques pour y exécuter toutes sortes de travaux. (*Yach Turkestan*, décembre 1931.)

Etat anti-hygiénique des écoles

Comme on le sait, Tachkent est la capitale de l'Asie Centrale soviétique. Les hôtes soviétiques étrangers s'y rendent souvent en visite pour admirer les progrès culturels exceptionnels au Turkestan sous le régime du pouvoir soviétique. On estime que dans cette ville de Tachkent tout est dans un ordre plus parfait que dans les autres villes du Turkestan; il n'est pas jusqu'à la prison qui n'ait suscité l'admiration des bolcheviks d'Europe. Voyons un peu, à présent, la manière dont sont entretenues dans cette capitale modèle du Turkestan les écoles à l'usage des allogènes. Nous citerons à cet effet le numéro du 3 juillet dernier de la *Pravda Vostoka* de Tachkent :

« L'école qui porte le nom d'Akhounbabaev a ouvert un réfectoire à deux mètres d'une latrine. Ce réfectoire est mal entretenu; on ne lave point la vaisselle.

« Ecole N° 65 du nom de Hamsa : dans les deux premières classes, de petites chambres de débarras sont converties en latrines. Les vitres sont brisées, point de ventilation, de lavabos, de crachoirs, de boîtes à ordures, de réservoirs d'eau bouillie. Les latrines de la cour sont à peu près pleines. Les anciennes latrines ne sont pas comblées et la possibilité d'y voir tomber les enfants n'est pas exclue.

« Ecole N° 46, du nom de Fayzoulla Khodjaev : point de penderie pour les vêtements; la fumée envahit les classes. Point de réfectoire; les enfants prennent leur thé dans les classes. Le pain, le thé, le sucre sont conservés dans les caves avec le bois et la ferraille; une couche de poussière les recouvre.

« Il est de règle générale de ne point avoir de réservoirs pour l'eau bouillie, de lavabos, de crachoirs. Toutes les latrines sont pleines, les boîtes à ordures plus que comblées. Tout cet ensemble favorise le développement des épidémies, les maladies d'intestin notamment. » (Souligné dans le texte.)

Il est bon de faire remarquer que seules sont entretenues de la sorte les écoles pour enfants indigènes du Turkestan.

Le Gérant : P. GIRAULT

Saint-Cloud. — Imp. GIRAULT, 3, place de l'Église

E5114E
1932